UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Analyse financière d'une entreprise industrielle : cas de la Sosumo (2013-2017)

Akimana, Cynthia; Gatavu, Carmen Bijou

2018-04
UB
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/135

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET ADMINISTRATIVES

ANALYSE FINANCIERE D'UNE ENTREPRISE INDUSTRIELLE: CAS DE LA SOSUMO (2013-2017)

Par :

AKIMANA Cynthia

et

GATAVU Carmen Bijou

Composition du Jury :

Président : Pr BIZIMUNGU Alexis

Directeur : Dr NIYUHIRE Prisca

Membre : M.A. BAYUBAHE Nestor

Mémoire présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du grade de Licencié en Sciences Economiques et Administratives

Option : Gestion et Administration

Bujumbura, Avril 2018

DEDICACES

A nos familles,

A tous nos amis.

AKIMANA Cynthia

GATAVU Carmen Bijou

REMERCIEMENTS

La réalisation d'un travail scientifique nécessite le concours de plusieurs personnes. Qu'il nous soit donc permis de remercier tous ceux qui, directement ou indirectement, de près ou de loin, ont contribué à son aboutissement.

Notre profonde reconnaissance s'adresse plus particulièrement au Docteur Prisca NIYUHIRE, Directeur de ce mémoire qui, malgré ses nombreuses occupations, a accepté de guider nos premiers pas dans le domaine de la recherche. Son dévouement, ses remarques, sa disponibilité et ses conseils combien importants nous ont été d'un appui considérable. Nos remerciements vont également à l'endroit des membres du jury qui ont accepté de lire ce travail et de participer à son évaluation. Nous saisissons cette même opportunité pour exprimer notre gratitude envers tous ceux qui nous ont enseignés depuis l'école primaire jusqu'à l'université, plus particulièrement aux enseignants de l'Université du Burundi notamment ceux de la Faculté des Sciences Economiques et Administratives qui se sont donnés corps et âme pour nous faire bénéficier d'une formation tant morale qu'intellectuelle et de meilleure qualité. Qu'ils soient honorés pour les loyaux services qu'ils rendent à notre nation.

Notre reconnaissance va aussi à l'endroit de la Direction et du personnel de la SOSUMO pour l'accueil chaleureux et la franche collaboration. Ils nous ont aussi donné l'opportunité de réunir toutes les informations nécessaires pour notre recherche. Qu'ils trouvent ici l'expression de notre profonde gratitude.

Enfin, nous clôturons nos remerciements en adressant nos sentiments de gratitude à tous nos camarades étudiants de la Faculté des Sciences Economiques et Administratives pour leur encouragement et pour l'expérience que nous avons pu partager.

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

BFR : Besoin en Fonds de Roulement

BFRE : Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation

BFRHE : Besoin en Fond de Roulement Hors Exploitation

CA : Chiffre d'Affaires

CAF : Capacité d'Autofinancement

Cpe : Capitaux Permanents

CSNA : Capital Souscrit Non Appelé

EBE : Excédent Brut d'Exploitation

EENE : Effets Escomptés Non Echus

FFOM : Forces, Faiblesses, Menaces et Opportunités

FR : Fond de Roulement

FRN : Fond de Roulement Net

ICNE : Intérêts Courus Non Echus

IDEC : Institut de Développement Economique du Burundi

IPR : Impôt Professionnel sur les Rémunérations

IS : Impôt sur les Sociétés

ISGE : Institut Supérieur de Gestion des Entreprises

PCEA : Produits de Cession d'Eléments d'Actif

PCNR : Plan Comptable National Révisé

PRO : Primes de Remboursement des Obligations

RADP : Reprise sur amortissements, Dépréciations et Provisions

SOSUMO : Société Sucrière du Moso

TN : Trésorerie Nette

VA : Valeur Ajoutée

VCEAC : Valeur Comptable des Eléments d'Actifs Cédés

VMP : Valeurs Mobilières de Placement

% : Pourcentage

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Présentation du bilan fonctionnel d'une entreprise 10
Tableau 2 : Présentation du bilan financier d'une entreprise 17
Tableau 3: Ratios de liquidités 19
Tableau 4 : Ratios de solvabilité 21
Tableau 5 : Présentation des Soldes Intermédiaires de Gestion 25
Tableau 6 : Présentation du compte de résultat 26
Tableau 7 : Contribution de la SOSUMO au Trésor National en FBU (2013-2017) 37
Tableau 8 : Présentation du bilan fonctionnel de la SOSUMO (2013-2017) 43
Tableau 9 : Détermination du fond de roulement de la SOSUMO (2013-2017) en milliers de FBU 45
Tableau 10: Evolution du Besoin en Fonds de Roulement de la SOSUMO en milliers de FBU (2013-2017) 46
Tableau 11 : Evolution de la trésorerie Nette de la SOSUMO en milliers de FBU (2013-2017) 47
Tableau 12 : Présentation du bilan financier de la SOSUMO (2013-2017) 49
Tableau 13: Détermination des ratios de liquidité de la SOSUMO (2013-2017) 51
Tableau 14 : Détermination des ratios de solvabilité de la SOSUMO (2013-2017) 52
Tableau 15 : Détermination des soldes intermédiaires de gestion en milliers de FBU (2013-2014) 54
Tableau 16 : Présentation du compte de résultat de la SOSUMO en milliers de FBU (2015-2017) 55
Tableau 17 : Calcul de la CAF de la SOSUMO (2013-2017) en milliers de FBU par la méthode additive 57
Tableau 18: Calcul de la CAF de la SOSUMO (2013-2017) en milliers de FBU par la méthode soustractive 57
Tableau 19: Calcul de la rentabilité économique de la SOSUMO (2013-2017) 58
Tableau 20: Calcul de la rentabilité financière de la SOSUMO (2013-2017) 59
Tableau 21 : Calcul de la rentabilité commerciale de la SOSUMO (2013-2017) 60

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution de la production du sucre de la SOSUMO (2013-2017) 38
Graphique 2: Evolution des ventes de la SOSUMO en milliers de FBU (2013-2017)..... 39

LISTE DES SCHEMAS

Schéma 1 : Objectifs de l'analyse financière 7

RESUME

La mondialisation et la globalisation poussent les nations à œuvrer pour une meilleure compétitivité de leurs économies par la promotion de leurs entreprises. Celles-ci se trouvent confrontées aux problèmes de gestion impactant négativement sur leurs performances. La gestion comptable et financière est donc une des tâches fondamentales à laquelle les entreprises doivent s'atteler pour assurer leur pérennité. Les gestionnaires font alors recours à l'analyse financière qui est une démarche qui s'appuie sur l'examen critique de l'information comptable et financière, préalable à toute bonne prise de décision de gestion financière.

L'objectif de cette étude consiste à analyser l'information comptable et financière de la SOSUMO afin d'émettre un diagnostic. Nous nous focalisons sur quatre points qui sont l'équilibre financier, la liquidité, la solvabilité et la rentabilité. Chaque point a été appréhendé à travers ses indicateurs après la restructuration des états financiers.

L'équilibre financier a été analysé à partir de trois indicateurs de gestion fondamentaux qui sont le Fonds de Roulement (FR), le Besoin en Fonds de Roulement (BFR) et la Trésorerie nette (TN).

La liquidité est abordée à travers les ratios de liquidité générale, de liquidité restreinte et de liquidité immédiate. La solvabilité a été étudiée à travers le taux d'endettement financier, le ratio d'autonomie financière et la capacité de remboursement liée à la capacité d'autofinancement.

Et, la rentabilité a été appréhendée à travers la rentabilité économique, la rentabilité financière et la rentabilité commerciale.

Ce travail a permis de montrer que la SOSUMO présente une situation financière saine permettant d'atteindre son équilibre financier, qu'elle est liquide et solvable et qu'elle est rentable.

Au final, cette étude propose à la SOSUMO de profiter de la capacité d'emprunt très élevée pour contracter des emprunts qui financeraient sa croissance et de profiter de plusieurs choix et possibilités qui s'offrent à elle pour gérer de façon optimale l'excédent de trésorerie constaté et générer encore d'avantage de revenus.

Mots clés : analyse financière, équilibre financier, liquidité, solvabilité, rentabilité.

TABLE DES MATIERES

DEDICACES ..... **i**
REMERCIEMENTS ..... **ii**
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS ..... **iii**
LISTE DES TABLEAUX ..... **v**
LISTE DES GRAPHIQUES ..... **vi**
LISTE DES SCHEMAS ..... **vii**
RESUME ..... **viii**
TABLE DES MATIERES ..... **ix**
INTRODUCTION GENERALE **1**
1. Choix et intérêt du sujet 2
2. Problématique 2
3. Hypothèses de travail 3
4. Méthodologie du travail 4
5. Délimitation du travail 4
6. Articulation du travail 4
CHAPITRE I: CADRE THEORIQUE RELATIF A L'ANALYSE FINANCIERE D'UNE ENTREPRISE **5**
I.1. Définition, objectif et importance de l'analyse financière 5
I.1.1. Définition de l'analyse financière 5
I.1.2. Objectif de l'analyse financière 6
I.1.3. Importance de l'analyse financière 8
I.2. Notion d'équilibre financier 8
I.2.1. Fonds de roulement 11
I.2.2. Besoin en Fonds de Roulement 12
I.2.3. Trésorerie nette 13
I.3. Etude de la liquidité et de la solvabilité 13
I.3.1. Retraitements de l'actif 14
I.3.1.1. Les actifs fictifs 14
I.3.1.2. Les écarts de conversion actif 14
I.3.1.3. Les charges constatées d'avance 15
I.3.1.4. Le fonds commercial 15
I.3.1.5. Valeurs mobilières de placement. 15
I.3.1.6. Effets escomptés non échus 15
I.3.1.7. Capital souscrit non appelé 15

I.3.1.8. Le stock outil ou stock minimum 15
I.3.2. Retraitements du passif 16
I.3.2.1. Les capitaux propres 16
I.3.2.2. Les provisions pour risques et charges 16
I.3.2.3. Les comptes courants d'associés 16
I.3.2.4. Les écarts de conversion passif 16
I.3.2.5. Les produits constatés d'avance 16
I.3.2.6. Les impôts latents 16
I.3.3. Analyse de la liquidité 18
I.3.4. Analyse de la solvabilité 20
I.4. Notion de rentabilité 21
I.4.1. Soldes intermédiaires de Gestion 22
I.4.1.1. Marge commerciale 23
I.4.1.2. Valeur ajoutée (VA) 23
I.4.1.3. Excédent Brut d'Exploitation 23
I.4.1.4. Résultat d'Exploitation 23
I.4.1.5. Résultat financier 24
I.4.1.6. Résultat exceptionnel 24
I.4.1.7. Résultat Net de l'exercice 24
I.4.1.8. Présentation des soldes intermédiaires de gestion 25
I.4.2. La capacité d'autofinancement (CAF) 28
I.4.2.1. La méthode additive (indirecte) 28
I.4.2.2. La méthode soustractive (directe) 28
I.4.3. Les ratios de rentabilité 29
I.4.3.1. Rentabilité économique 29
I.4.3.2. Rentabilité financière 29
I.4.3.3. Rentabilité commerciale 30
Conclusion du premier chapitre 30
CHAPITRE II : PRESENTATION GENERALE DE LA SOSUMO 31
II.1. Historique de la SOSUMO 31
II.2. Objectif du Gouvernement lors de la création de la SOSUMO 32
II.3. Objectifs de la SOSUMO 33
II.4. Situation géographique de la SOSUMO 33
II.5. Climatologie 34
II.6. Statut juridique de la SOSUMO 34

II.7. Structure organisationnelle de la SOSUMO 34
II.7.1. Assemblée générale des actionnaires 34
II.7.2. Conseil d'Administration 35
II.7.3. Direction générale 35
II.7.4. Direction commerciale 35
II.7.5. Direction Administrative et financière 35
II.7.6. Direction Technique 35
II.7.7. Direction des approvisionnements 36
II.7.8. Direction des ressources humaines 36
II.8. Rôle social et économique de la SOSUMO 36
II.8.1. Rôle social de la SOSUMO 37
II.8.2. Rôle économique de la SOSUMO 37
II.9. Réalisations de la SOSUMO par secteur d'activité 38
II.9.1. Production du Sucre en tonnes de 2013-2017 38
II.9.2. Commercialisation du sucre et de la mélasse par la SOSUMO 38
II.10. Analyse des forces, des faiblesses, des opportunités et des menaces de la SOSUMO 39
II.10.1. Forces de la SOSUMO 39
II.10.2. Opportunités de la SOSUMO 40
II.10.3. Faiblesses de la SOSUMO 40
II.10.4. Menaces de la SOSUMO 40
Conclusion du deuxième chapitre 41
CHAPITRE III : ANALYSE FINANCIERE DE LA SOSUMO 42
III.1. Analyse de l'équilibre financier de la SOSUMO 42
III.1.1. Détermination du Fonds de Roulement (FR) 45
III.1.2. Détermination du besoin en fonds de roulement de la SOSUMO (2013- 2017) 46
III.1.3. Détermination de la Trésorerie Nette (2013-2017) 47
III.2. Analyse de la liquidité et de la solvabilité 48
III.2.1. Analyse de la liquidité de la SOSUMO (2013-2017) 50
III.2.2. Analyse de la solvabilité de la SOSUMO (2013-2017) 52
III.3. Analyse de la rentabilité 53
III.3.1. Etude de la capacité d'autofinancement de la SOSUMO (2013-2017) 57
III.3.2. Analyse des ratios de rentabilité de la SOSUMO (2013-2017) 58
III.3.2.1. Analyse de la rentabilité économique de la SOSUMO (2013-2017) 58
III.3.2.2. Analyse de la rentabilité financière de la SOSUMO (2013-2017) 59

III.3.2.3. Analyse de la rentabilité commerciale de la SOSUMO (2013-2017) 60
Conclusion du troisième chapitre 61
CONCLUSION GENERALE 62
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES 64
ANNEXES 66

INTRODUCTION GENERALE

En ce troisième millénaire, tous les Etats qui aspirent au développement économique de leurs Nations sont contraints d'œuvrer à une meilleure compétitivité de leurs économies par la promotion de leurs entreprises du fait de la mondialisation et de la globalisation. En effet, le développement d'une Nation dépend fortement du développement de ses entreprises.

Vivant dans un monde en perpétuelle évolution marqué par un environnement instable, complexe et fortement concurrentiel, l'entreprise se trouve confrontée aux problèmes de gestion, impactant négativement sur sa performance et sur le développement de la nation (DHOSSOU C., 2011).

Pour éviter des désagréments, la gestion comptable et financière devient donc une des tâches fondamentales à laquelle doit s'atteler les dirigeants d'entreprise, car leur vocation première est d'assurer la pérennité de l'équilibre en maintenant un niveau de liquidité suffisant, veiller au risque d'insolvabilité et de baisse de la rentabilité qui lui seraient dommageables dans un contexte concurrentiel (SOSSOU A., 2012).

Pour s'assurer d'un bon fonctionnement du patrimoine d'une entreprise, c'est-à-dire vérifier si les avoirs sont rationnellement utilisés, et voir si l' entreprise est en même temps entrain de faire face à ses engagements, les gestionnaires font recours à l'analyse financière comme outil de recherche de signes, de symptômes et d'identification d'infections à la rescousse de tout moyen d'investigation. L'analyse financière se veut alors comme un préalable à toute bonne prise de décision de gestion financière (SOSSOU A., 2012).

La Société Sucrière du Moso (SOSUMO) étant l'une des grandes et anciennes entreprises au Burundi, il est nécessaire, voire souhaitable de revoir son analyse financière se référant sous certains angles tels l'équilibre financier, la liquidité, la solvabilité et la rentabilité. D'où notre sujet **« Analyse financière d'une entreprise industrielle: cas de la SOSUMO ».**

1. Choix et intérêt du sujet

Nous sommes particulièrement intéressées par ce sujet du fait que l'analyse financière d'une entreprise joue un rôle primordial dans sa gestion.

La SOSUMO étant l'une des grandes entreprises du Burundi, il nous est curieux de faire son analyse financière afin d'en dégager une appréciation sur sa santé financière. Cette dernière étant pour les gestionnaires d'un appui indispensable dans la prise d'éventuelles décisions et stratégies.

La période considérée de cinq ans (2013-2017) est une période permettant, de manière suffisante, d'étudier, de suivre et de se rendre compte de la santé financière de la SOSUMO.

Nous avons ainsi tiré intérêt dans cette recherche car elle nous a permis d'appliquer les connaissances acquises en matière de finance d'entreprise.

La SOSUMO pourrait elle aussi s'y référer pour son évaluation financière.

La présente étude constitue également une base de données qui pourrait servir de tremplin pour de nouvelles recherches.

2. Problématique

Une entreprise est un centre de décisions économiques et une entité autonome disposant des ressources humaines, matérielles et financières qu'elle gère en vue de produire des biens et services à la recherche de la maximisation de ses profits (HUBERT L.B., 2012).

Une entreprise, dès sa création, est mise aux défis perpétuels d'assurer la continuité de son activité ; c'est ainsi que pour toute entreprise, l'analyse financière se révèle incontournable pour sa survie et son évolution continuelle.

Faire une analyse financière de la SOSUMO exige d'avoir une opinion synthétique bien documentée sur l'équilibre financier, la liquidité, la solvabilité ainsi que sur la rentabilité.

Par principe, un bilan est toujours équilibré mais il y a des équilibres meilleurs que d'autres, autrement dit, il y a des ressources (capitaux propres, emprunts, etc.) qui sont préférables à d'autres pour financer certains emplois (immobilisations, stocks, créances clients, etc.). Le défi est alors de savoir comment l'équilibre financier a été obtenu.

La liquidité est définie comme la capacité de l'entreprise à faire face à ses engagements de court terme. Elle est une analyse à court terme de l'endettement. En pratique, la liquidité est assurée lorsque la valeur des actifs permet théoriquement de rembourser les dettes pour un même terme de liquidité/exigibilité. Elle mesure en quelque sorte la vitesse de rotation de l'actif par rapport au passif. Une durée des emplois supérieure à celle des ressources génère un risque d'illiquidité. Dans ce cas, l'entreprise ne dépose pas obligatoirement son bilan. Il lui faut en revanche chercher de nouvelles ressources de court terme avec une contrainte de dépendance supplémentaire. En période difficile, cela peut être impossible et contraindre l'entreprise à déposer son bilan.

La solvabilité elle, se définit comme la capacité de l'entreprise à payer ses dettes lorsque celles-ci arrivent à échéance. Elle est une analyse à long terme de l'endettement.

La rentabilité est une notion fondamentale dans tout investissement. Elle exprime la capacité d'une entreprise à générer un revenu à partir des ressources qu'elle emploie. Les meilleures entreprises ont toujours un taux de rentabilité qui est élevé et surtout qui reste élevé années après années.

Toute entreprise est confrontée au défi d'assurer sa survie et l'analyse financière est l'une des clés pour y arriver. Ainsi, la SOSUMO bien qu'établie depuis longtemps ne peut échapper à la nécessité d'une analyse financière afin d'en ressortir sa véritable santé financière.

Une analyse financière doit savoir sélectionner les paramètres pertinents pour expliquer les évolutions essentielles qui pourraient expliquer clairement le statut financier de l'entreprise. Pour y arriver nous nous sommes posé les questions suivantes :

- la SOSUMO présente-t-elle une situation financière saine permettant d'atteindre son équilibre financier?
- la SOSUMO est-elle liquide et solvable?
- la SOSUMO est-t-elle rentable ?

3. Hypothèses de travail

L'ancienneté de l'entreprise étudiée nous pousse à la formulation des hypothèses suivantes :

H1 : La SOSUMO présente une situation financière saine lui permettant d'atteindre son équilibre financier.

H2 : La SOSUMO est liquide et solvable.

H3 : La SOSUMO est rentable.

4. Méthodologie du travail

Tout travail scientifique doit suivre une voie rationnelle et objective appuyée par différentes méthodes et techniques pour aboutir aux faits concluants.

Dans le présent travail, nous avons fait recours à la technique documentaire qui nous a permis de consulter les archives de la SOSUMO, certains ouvrages et les sites internet.
Puis, nous avons procédé à la méthode analytique en faisant le retraitement des documents comptables à des fins d'analyse jusqu'aux ratios.

5. Délimitation du travail

Notre recherche porte sur une entreprise industrielle, la SOSUMO. Nous nous sommes intéressées à l'analyse financière de cette entreprise œuvrant dans la production sucrière. Nous nous sommes servies des données relatives à ses états financiers notamment les bilans et les comptes de résultat pour la période allant de 2013 à 2017.

6. Articulation du travail

Mis à part l'introduction générale et la conclusion générale, ce travail est composé de trois chapitres. Le premier chapitre est consacré à la généralité et aux théories générales liées à l'analyse financière d'une entreprise, le deuxième chapitre a présenté la SOSUMO de manière générale tandis que le troisième chapitre a porté sur l'analyse financière de la SOSUMO afin de pouvoir confirmer ou infirmer nos hypothèses.

CHAPITRE I: CADRE THEORIQUE RELATIF A L'ANALYSE FINANCIERE D'UNE ENTREPRISE

Nous avons abordé ce chapitre en faisant une analyse conceptuelle et théorique de l'analyse financière ainsi que des éléments nécessaires pour bien mener une analyse financière.

I.1. Définition, objectif et importance de l'analyse financière

Dans la section suivante, nous avons donné une définition de l'analyse financière, son objectif et son importance.

I.1.1. Définition de l'analyse financière

L'analyse financière est, dans sa définition la plus simple, un ensemble des techniques visant à connaitre la santé financière de l'entreprise. Elle est aussi comme une démarche qui s'appuie sur l'examen critique de l'information comptable et financière fournie par l'entreprise à destination des différentes parties prenantes et ayant pour but d'apprécier le plus objectivement possible sa performance financière et économique(rentabilité, pertinence des choix de gestion), sa solvabilité(risque potentiel pour les tiers, capacité à faire face à ses engagements) et enfin son patrimoine (LAHILLE J.P.,2004).

Selon LAHILLE J.P. (2004), l'analyse financière peut se résumer à apporter une réponse à trois questions fondamentales :

- l'entreprise analysée est-elle équilibrée ?
- l'entreprise est-elle liquide et solvable ?
- l'entreprise est-elle rentable ?

L'analyse financière consiste à étudier l'information comptable et financière relative à une entreprise, afin d'émettre un diagnostic.

L'analyse doit aboutir à un diagnostic, donc conclure quant à la performance de l'entreprise étudiée et permettre d'en comprendre les déterminants; en particulier, si cette performance apparaît médiocre.

L'utilisation finale d'une analyse financière peut varier; ainsi, selon que cette analyse est faite à la demande d'un banquier, du dirigeant de l'entreprise étudiée ou de celui d'une entreprise concurrente. Les éléments-clés du diagnostic peuvent revêtir une intensité différente et l'analyse peut être plus ou moins approfondie (CHARREAUX G., 1998).

L'analyse financière est au service des utilisateurs internes et externes de l'entreprise :

- les gestionnaires: en tant qu'analystes internes, ils sont les mieux placés pour avoir une analyse aussi fine que possible en raison de la disponibilité de l'information. Ils sont intéressés par tous les aspects mais surtout la rentabilité économique, la croissance ainsi que l'autonomie.
- les actionnaires ou les investisseurs: ces derniers s'intéressent aux bénéfices potentiels et à la rémunération de leurs capitaux apportés.
- les prêteurs: parmi les prêteurs, les banques viennent en tête. Toutefois, il y a d'autres prêteurs tels que les autres entreprises qui consentent des emprunts ou des avances, ou qui vendent à crédit. Les objectifs des prêteurs sont multiples et changent selon la nature du prêt: à court ou à long terme.

Les prêteurs à court terme s'intéressent à la liquidité à court terme et à sa capacité à faire face à ces échéances à court terme. Les prêteurs à long terme s'intéressent à la solvabilité et à sa capacité à dégager des profits à long terme.

- les salariés: Ils sont les premiers intéressés par la situation de l'entreprise, car toute défaillance de cette dernière entraîne la perte de leur emploi.

D'autres partenaires restent également intéressés par la vie de l'entreprise tels que l'Etat, les clients et les fournisseurs, etc.

Les informations utilisées par l'ensemble de ces partenaires sont des informations d'ordre comptable et chacun va les utiliser et les traduire en fonction de ses centres d'intérêts et de la position qu'il occupe par rapport à l'entreprise. Partant des mêmes informations et ayant des objectifs différents, chacun des partenaires va porter des regards différents sur l'entreprise.

I.1.2. Objectif de l'analyse financière

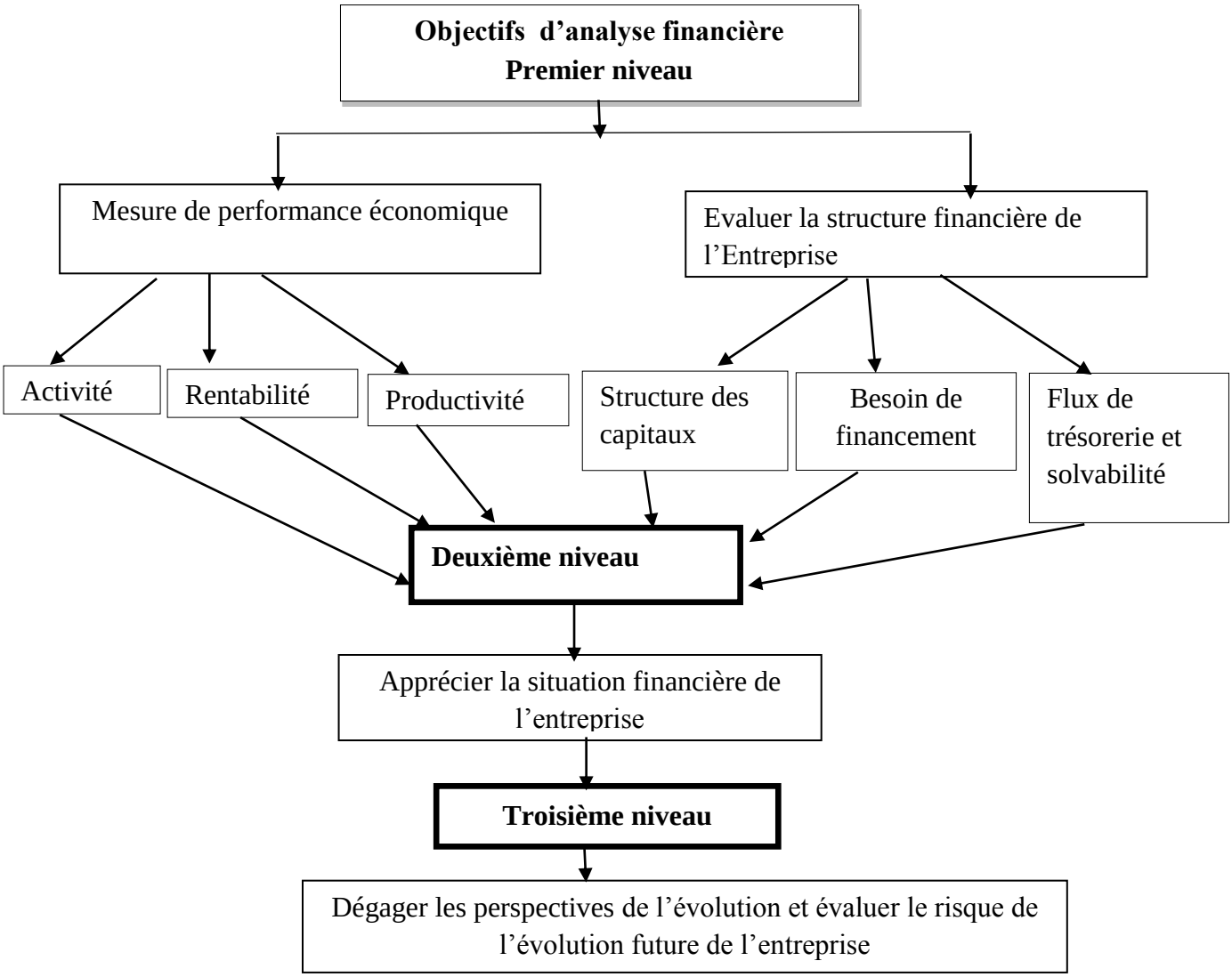
Selon MALLOUKI E. (2014), l'analyse financière a pour objectif de répondre à cinq questions essentielles:

1. comment a évolué la structure financière de l'entreprise : Quelle est la structure financière de l'entreprise ? Cette structure est-elle équilibrée ? Qu'en est –il de sa capacité d'endettement ?
2. comment ont évolué les actifs de l'entreprise : l'entreprise augmente-elle, maintient-elle ou diminue-telle son appareil industriel et commercial ?

3. comment a évolué le cycle d'exploitation notamment en termes de délai : l'entreprise diminue-t-elle son niveau relatif de stocks ? Accorde-t-elle un crédit client plus important ou plus faible ? Bénéficie-t-elle d'un crédit plus ou moins long de la part des fournisseurs?
4. comment a évolué l'activité : le chiffre d'affaires croit-il fortement, faiblement, stagne-t-il, baisse-t-il ? Quel a été le rythme de croissance ?
5. comment a évolué la rentabilité : les rentabilités économique et financière sont-elles satisfaisantes ? En augmentation ? Les moyens employés sont-ils en conformité avec les résultats obtenus ? Qu'en est-il des charges d'exploitation, croissent-elles plus ou moins vite que l'activité ? Quels sont les risques encourus ? Y a-t-il un risque prononcé ou non de connaître une défaillance ?

On peut résumer les objectifs de l'analyse financière dans une entreprise comme suit :

Schéma 1 : Objectifs de l'analyse financière



Source : MALLOUKI E., «*Analyse financière*», master de recherche, Université Abomey Calavi, 2014.

I.1.3. Importance de l'analyse financière

L'importance de l'analyse financière est de faire le point sur la situation financière d'une entreprise en analysant les différents indicateurs pour mettre en évidence ses forces et ses faiblesses. Les orientations de l'analyse financière dépendront des objectifs poursuivis par l'analyste et de la position des différents utilisateurs.

La préparation de l'analyse financière consiste à collecter des informations comptables et extra comptables et à les retraiter de façon à donner une image plus fidèle de la situation financière de l'entreprise et de son activité. Les documents de base de l'analyse financière sont les états de synthèse comptables qui sont : le bilan, le compte de produits et de charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (MALLOUKI E., 2014).

Si l'information comptable est la base première de l'analyse financière, les logiques de la comptabilité et de la finance ne sont pas identiques. La comptabilité est par exemple basée sur le principe du coût historique alors que la finance raisonne en valeur de marché, donc en valeur actualisée. L'analyste devra donc procéder à des reclassements et retraitements, d'une part pour atteindre la plus grande pertinence économique et financière possible, d'autre part pour tenir compte des informations extracomptables dont il dispose.

Toutefois, le bilan comptable et le compte de produits et de charges doivent subir deux types d'opérations pour servir l'analyse : des reclassements et des retraitements des postes qui servent à adapter les documents comptables aux objectifs de l'analyste et à ses orientations (MALLOUKI E., 2014).

I.2. Notion d'équilibre financier

Pour l'analyse de l'équilibre financier, le document central est le bilan. L'évaluation des grandes masses du bilan et l'étude des relations qui existent entre elles et entre leurs composantes principales constituent l'analyse de la structure financière. Cette analyse permet de porter un jugement sur les équilibres financiers fondamentaux.

Selon CONSO P. (1998), l'équilibre financier résulte de l'harmonisation entre le temps de transformation des actifs en monnaie et le rythme de remboursement des dettes.

L'analyse de l'équilibre financier nécessite un retraitement du bilan comptable vers le bilan fonctionnel.

Le bilan fonctionnel permet d'apprécier la structure financière dans une optique de continuité de l'activité, d'évaluer les besoins financiers stables et circulants et le type de ressources dont dispose l'entreprise.

Selon GRANDGUILLOT B. et GRANDGUILLOT F. (2008); le bilan fonctionnel est un bilan comptable, retraité en masses homogènes selon les trois fonctions à savoir : l'investissement, le financement et l'exploitation présentées en valeurs brutes.

En effet, dans le bilan fonctionnel, l'actif et le passif sont séparés en deux grandes masses : la partie stable et la partie circulante dont les éléments se renouvellent au fur et à mesure de la vie de l'entreprise. La logique d'analyse du bilan fonctionnel considère que les ressources stables doivent financer au minimum les emplois stables (« haut de bilan »), puis que les ressources stables excédentaires et les ressources circulantes financent les emplois circulants (cycle d'exploitation, « bas de bilan »).

Pour ce faire, l'analyse fonctionnelle classe les éléments du bilan (actif et passif) selon leur nature ou leur destination.

Plus précisément, on retrouve à l'actif :

• les emplois stables qui résultent du cycle d'investissement et correspondent à l'actif immobilisé brut ;

• l'actif circulant qui résulte du cycle d'exploitation et correspond au montant brut des stocks, créances, etc. Cette masse est séparée entre une partie exploitation et une partie hors exploitation ;

• la trésorerie active : elle est constituée de l'ensemble des éléments de l'actif parfaitement liquides. Elle comprend les disponibilités et les valeurs mobilières de placement.

Le passif est composé :

• des ressources stables qui résultent des décisions de financement et comprennent les capitaux propres, les amortissements et provisions pour dépréciation, les dettes financières. Les amortissements et provisions pour dépréciation sont assimilés à des ressources de

financement car ils rendent compte d'une dépréciation de l'actif permettant d'en assurer le renouvellement ;

• des dettes circulantes qui résultent du cycle d'exploitation et comprennent les dettes du passif qui ne sont pas financières (dettes fournisseurs, dettes diverses, etc.). Comme pour l'actif, cette masse peut être séparée entre une partie exploitation et une partie hors exploitation ;

• de la trésorerie passive qui rassemble des dettes financières à court terme, essentiellement les concours bancaires courants, soldes créditeurs de banque et effets escomptés non échus.

Le tableau ci-après nous montre la présentation du bilan fonctionnel d'une entreprise.

Tableau 1 : Présentation du bilan fonctionnel d'une entreprise

Actif	**Passif**
Emplois stables	**Ressources durables**
Actif immobilisé brut Charges à repartir	Capitaux propres Provisions pour risques et charges Amortissement et provisions pour dépréciation Dettes financières-PRO
Actifs circulants	**Dettes circulantes**
Actif circulant d'exploitation Stocks et encours Avances et acomptes Créances clients +EENE Autres créances d'exploitation Charges constatées d'avance	**Dettes d'exploitation** Avances et acomptes reçus Dettes fiscales et sociales Autres dettes d'exploitation Produits constatés d'avance
Actif circulant hors exploitation	**Dettes hors exploitation**
Autres créances CSNA ICNE sur les immobilisations financières VMP non liquide	Dettes sur les immobilisations Dettes d'IS Autres dettes hors exploitation ICNE sur emprunts

Trésorerie active	**Trésorerie passive**
Disponibilités VMP si liquides	EENE Soldes créditeurs de banque

Source: Hubert L.B. (2012), *Trésorerie d'entreprise*, 3ème édition, Dunod, Paris

L'équilibre financier est analysé à partir de trois indicateurs de gestion fondamentaux à savoir : le Fonds de Roulement (FR), le Besoin de Fonds de roulement (BFR) et la Trésorerie nette (TN).

I.2.1. Fonds de roulement

Selon DIPALLEN (1998), le FR peut être perçu comme la marge de sécurité que se procure le chef d'entreprise pour faire face à ses besoins de financement nés de l'exploitation. Ceci implique l'importance qu'accordent les banques à l'existence d'un fonds de roulement.

Selon COLASSE (1982), le FR est l'excédent des capitaux permanents sur l'actif immobilisé. Autrement dit, c'est la partie des capitaux permanents qui est affectée au financement du cycle d'exploitation. En effet, tout excédent des capitaux permanents sur l'actif immobilisé, appelé FRN, constitue une marge de sécurité.

Sur base de ces deux définitions, nous pouvons conclure que le FR compare les capitaux permanents et l'actif immobilisé.

FRN=Capitaux permanents –Actif immobilisé

Selon FORGET (2004), le fonds de roulement net peut se définir comme l'excédent des ressources à long terme destiné à couvrir les emplois à court terme. Cet excédent constitue la marge de sécurité permettant de financer le cycle d'exploitation avec des ressources qui ne sont pas exigibles pendant la durée de l'exercice comptable. Le fonds de roulement doit être rattaché au cycle des investissements et des financements à long terme.

Toutefois, le fonds de roulement pris isolément n'a pas de signification précise; c' est pourquoi nous le comparons au besoin en fonds de roulement.

I.2.2. Besoin en Fonds de Roulement

CONSO (1985) précise que contrairement au fonds de roulement qui est caractérisé par sa stabilité, les besoins en fonds de roulement sont variables du fait de la nature des actifs et des dettes à court terme qui sont affectés par la fluctuation de l'activité parfois importantes.

Le besoin en fonds de roulement d'exploitation correspond en fait au décalage temporel qui existe entre les encaissements liés à la vente de produits et de services et les décaissements nécessités par la production de ces mêmes produits et services. Le BFRE résulte de deux notions suivantes :

- les ventes sont soit réalisées au comptant, auquel cas elles se traduisent par une augmentation immédiate de la trésorerie, soit réalisées à crédit, auquel cas elles se traduisent par l'inscription des créances commerciales ;
- les charges sont soit payées au comptant ou à très court terme (cas des salaires mensualisés), soit à crédit, auquel cas elles se traduisent par l'inscription de dettes d'exploitation. Mais le cycle d'exploitation se rapporte en premier lieu à la durée nécessaire à la production des biens ou des services. Cette durée dépend du particularisme lié à l'activité de l'entreprise.

Le BFR est obtenu en faisant la différence entre les actifs circulants (composés des valeurs d'exploitation et des valeurs réalisables) d'une part et une partie des dettes (composée de dettes d'exploitation et les autres dettes à caractère non financier). Alors que le FRN concerne essentiellement des opérations acycliques de l'entreprise, le BFR se rapporte uniquement à ses flux cycliques. Il peut être positif ou négatif suivant le secteur d'activité concerné.

Il convient de signaler que le BFR peut être décomposé en besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE) et un besoin en fonds de roulement hors exploitation (BFRHE).

BFR= Valeurs d'exploitation+ Valeurs réalisables- Dettes (non financières)

Synthétiquement, BFR= Emplois cycliques- Ressources cycliques

I.2.3. Trésorerie nette

Selon MEUNIER (1997), la trésorerie nette d'une entreprise à une date donnée se définit comme la différence entre les ressources mises en œuvre pour financer son activité et les besoins entrainés par cette activité.

La trésorerie nette est la résultante entre le fonds de roulement et le besoin en fonds de roulement. Elle est donc l'ensemble de capitaux liquides d'une entreprise (caisse, banque).

TN= FR- BFR

Deux cas de figure peuvent apparaitre :

- la trésorerie nette positive dans le cas où le fonds de roulement est supérieur au besoin de fond de roulement. Cela signifie que l'excédent de financements stables permet de financer la totalité des besoins nécessités par l'activité et qu'il y a une part inemployée sous forme de disponibilités ou de liquidités.
- la trésorerie nette négative dans le cas où le fond de roulement est inférieur au besoin en fonds de roulement. Le besoin n'est donc que partiellement financé par l'excédent des financements stables et la différence peut être supportée par d'autres moyens qui sont des financements à court terme tels que les découverts bancaires ou les avances sur revenus futurs escomptés.

I.3. Etude de la liquidité et de la solvabilité

Selon Claire A. (2014), la notion de risque financier peut être abordée respectivement à court et à long terme.

A court terme, l'objectif est de mesurer la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements à court terme (notion de liquidité).

A long terme, on étudie l'aptitude de l'entreprise à faire face à ses engagements à long terme (notion de solvabilité).

Pour aboutir à l'analyse de la liquidité et de la solvabilité, nous avons besoin d'un document central qui est le bilan financier, obtenu à partir de la restructuration du bilan comptable.

Le bilan financier offre la possibilité de mener une analyse financière précise et poussée d'une entreprise à un temps donné. Ce type de bilan est efficace car il permet la mise en évidence de

la valeur réelle de tous les emplois ainsi que toutes les ressources à la disposition de l'entreprise à une période donnée.

Selon MALLOUKI E. (2004), le bilan financier est un bilan comptable reconstruit pour que les postes de l'actif soient classés par ordre de liquidité croissante et que les postes du passif soient classés par ordre d'exigibilité croissante. Il est reconstruit pour qu'il donne des informations sur la solvabilité et la liquidité de l'entreprise. Tous les éléments sont évalués à leur valeur actuelle nette.

Le bilan financier est principalement destiné:

- aux établissements de crédit pour étudier l'octroi d'un prêt ;
- à un éventuel acquéreur ou repreneur pour qui il est légitime de connaître la valeur réelle de l'entreprise avant de l'acheter ;
- à l'analyste financier ;
- à l'entrepreneur en cas de cessation d'activité.

Pour passer du bilan comptable au bilan financier, des retraitements de l'actif et du passif doivent être opérés.

I.3.1. Retraitements de l'actif

Le retraitement de l'actif est fait afin que les postes de l'actif soient classés par ordre de liquidité croissante (VERNNIMEN P., 2009). Ainsi, on trouve :

I.3.1.1. Les actifs fictifs

Les actifs fictifs ou les « non valeurs » figurant au bilan pour des raisons de techniques comptables ou de choix de gestion (en vue de l'étalement) sont éliminés de l'actif et en contrepartie déduites des capitaux propres. Il s'agit de frais d'établissement, de frais de recherche et de développement, de charges à repartir sur plusieurs exercices et de primes de remboursement des obligations.
Ils sont évalués à leur valeur comptable nette puisqu'ils n'ont pas de valeur vénale.

I.3.1.2. Les écarts de conversion actif

Les écarts de conversion actif correspondent à des pertes latentes de change constatées lors de la conversion des créances et des dettes libellées en devises. Ils sont à transférer dans l'actif à

moins d'un an ou à retrancher des capitaux propres, si la perte n'est pas couverte par une provision pour risque de change.

I.3.1.3. Les charges constatées d'avance

Ce sont de véritables créances à rattacher aux créances à moins d'un an. Si elles sont incertaines, par prudence, elles peuvent être considérées comme des non valeurs et éliminées de l'actif et donc déduites des capitaux propres.

I.3.1.4. Le fonds commercial

Le fonds de commerce, dont la valeur est basée sur le critère de rentabilité (clientèle et chiffre d'affaires), peut par prudence être considéré comme une non-valeur et donc éliminé de l'actif. Cependant, il peut être conservé dans l'actif immobilisé lorsqu'il a été acquis. Dans ce cas, il a une valeur vénale réelle et justifiée. Un fonds de commerce créé n'apparaît pas à l'actif du bilan car sa valeur potentielle de revente constitue une plus-value latente.

I.3.1.5. Valeurs mobilières de placement.

Considérées comme des quasi-liquidités, elles sont à regrouper, pour leur montant net après déduction de la provision éventuelle, dans les disponibilités. Si un délai de réalisation est nécessaire (titres non cotés par exemple), elles sont à rattacher aux créances à moins d'un an.

I.3.1.6. Effets escomptés non échus

Leur origine se situe au niveau des créances détenues sur les clients. Ils sont à réintégrer dans les créances à moins d'un an et à ajouter aux dettes à moins d'un an (trésorerie passive).

I.3.1.7. Capital souscrit non appelé

Ce poste est éliminé de l'actif et des capitaux propres (actif fictif). Mais, si un versement doit avoir lieu dans moins d'un an, il doit être transféré dans les créances à court terme.

I.3.1.8. Le stock outil ou stock minimum

Indispensable au fonctionnement de l'entreprise, il est considéré comme immobilisé et est transféré de l'actif circulant vers l'actif immobilisé.

I.3.2. Retraitements du passif

Le retraitement du passif est fait afin que les postes du passif soient classés par ordre d'exigibilité croissante. Ainsi, on trouve :

I.3.2.1. Les capitaux propres

Ils sont évalués après répartition des bénéfices. La fraction de résultat à distribuer (dividendes à payer) est déduite des capitaux propres puis est transférée en dettes à moins d'un an.

I.3.2.2. Les provisions pour risques et charges

Elles sont constituées dans l'hypothèse de charges et de dettes ultérieures probables. Si elles ne sont pas justifiées, elles sont considérées comme des réserves occultes et doivent être transférées dans les capitaux propres. Si elles sont justifiées et selon la date probable de réalisation du risque ou de la charge, il faut les transférer soit en dettes à plus d'un an ou en dettes à moins d'un an.

I.3.2.3. Les comptes courants d'associés

Ce sont des apports effectués par les associés pour une période plus ou moins longue. Lorsqu'ils sont bloqués ou stables, ils sont transférés des dettes financières vers les capitaux propres.

I.3.2.4. Les écarts de conversion passif

Ils correspondent à des gains latents de change, constatés lors de la conversion de créances et de dettes libellées en monnaies étrangères. Bien que latents, ces gains ont déjà supporté l'impôt en raison de leur réintégration fiscale. Ils sont alors ajoutés aux capitaux propres.

I.3.2.5. Les produits constatés d'avance

Ils sont considérés comme des dettes à court terme (moins d'un an).

I.3.2.6. Les impôts latents

Calculés sur des réintégrations ou des reprises ultérieures, ils sont considérés comme des dettes à moins d'un an ou à plus d'un an selon l'année prévue de leur échéance.

Le tableau ci-après nous montre la présentation du bilan financier d'une entreprise, avec les détails des restructurations à effectuer :

Tableau 2 : Présentation du bilan financier d'une entreprise

Actif	**Passif**
Capital souscrit non appelé	**Passif > 1an**
ACTIF > 1 an (valeur nette) Total I -frais d'établissement (actif fictif) -frais de recherche et développement (non-valeur) -concessions, brevets, licences, marques (non-valeur) -fonds de commerce (si sans valeur) -part de l'actif immobilisé< à 1 an +part de l'actif circulant> à 1 an (stock outil)	Total capitaux propres -capital souscrit non appelé (pas d'appel de fonds) -frais d'établissement -frais de recherche et de développement -concessions, brevets, licences, marques -fonds de commerce (si sans valeur) -charges à répartir sur plusieurs exercices -primes de remboursement des obligations -dividendes à payer +écarts de conversion passif -écarts de conversion actif non couvert par provision
ACTIF <à 1 an (valeur nette) Total II -part de l'actif courant>à 1 an (stock outil) +part de l'actif immobilisé < à 1 an +effets escomptés non échus +écarts de conversion actif couvert par provision +capital souscrit non appelé (appel fonds à court terme) -charges constatées d'avance (si non-valeur) -charges à répartir sur plusieurs exercices -primes de remboursement des obligations -écarts de conversion actif (non couverts par provision)	+comptes courants d'associés bloqués ou stables +provisions pour risques et charges non justifiées -impôt latent (sur subvention d'investissement et amortissements dérogatoires) +/- value latente éventuelle -charges constatées d'avance (si non valeurs) **DETTES> à 1 an** Part des dettes > 1 an +provisions pour risques et charges justifiées>1 an +produits constatés d'avance >1 an +dettes fiscales latentes **DETTES< à 1 an**

	Part des dettes < 1 an +provisions pour risques et charges justifiées<1 an +dividendes à payer +effets escomptés non échus +produits constatés d'avance<à 1 an +dettes fiscales latentes < 1 an -produits constatés d'avance -écarts de conversion passif
TOTAL ACTIF	**TOTAL PASSIF**

Source : VERNNIMEN P. (2009), *Finance d'entreprise*, édition Dalloz, Paris.

I.3.3. Analyse de la liquidité

La liquidité du bilan traduit la capacité de l'entreprise à faire face à ses engagements de court terme.

En pratique, la liquidité est assurée lorsque la valeur des actifs permet théoriquement de rembourser les dettes pour un même terme de liquidité/exigibilité. Elle mesure en quelque sorte la vitesse de rotation de l'actif par rapport au passif.

La liquidité générale mesure l'aptitude de l'entreprise à faire face à ses dettes à court terme. Le ratio de liquidité générale se construit à partir du rapport entre les actifs à moins d'un an (stocks, créances clients, autres créances et liquidités) et le passif à moins d'un an (ensemble des dettes dont l'échéance est à moins d'un an).

La liquidité réduite mesure l'aptitude de l'entreprise à faire face à ses dettes de court terme avec ses liquidités et les sommes attendues des clients. Elle exprime en fait la liquidité de l'entreprise en excluant les stocks de l'analyse.

La liquidité immédiate mesure l'aptitude de l'entreprise à faire face à ses dettes de court terme avec ses seules liquidités. Le ratio de liquidité immédiate se construit en rapportant les liquidités et les valeurs mobilières de placement au passif à moins d'un an.

Le tableau suivant détaille le calcul de ces ratios.

Tableau 3: Ratios de liquidités

RATIO	FORMULE	INTERPRETATION
Ratio de liquidité générale	$\frac{\text{Actifs réel net à moins d'un an}}{\text{Passif réel net à moins d'un an}}$	Si le ratio est supérieur à un, le fond de roulement financier est positif. Ce ratio permet d'apprécier dans quelle mesure l'actif à court terme finance les dettes à court terme. Malgré un ratio supérieur à 1, l'entreprise peut connaitre des difficultés de trésorerie si l'exigibilité des dettes est plus rapide que la liquidité des actifs.
Ratio de liquidité restreinte	$\frac{\text{Actifs réel à moins d'un an hors stocks}}{\text{Passif réel net à moins d'un an}}$	Ce ratio doit être proche de 1.Il mesure le degré de couverture des dettes à court terme par les créances à moins d'un an, les disponibilités et les valeurs mobilières de placement.

Ratio de liquidité immédiate	$\frac{\text{Disponibilités} + \text{VMP}}{\text{Passif réel net à moins d'un an}}$	Ce ratio doit être interprété avec prudence car un ratio sensiblement inférieur à 1 peut se traduire soit par des difficultés de trésorerie, soit par une gestion de trésorerie proche de 0.

Source : GRANDGUILLOT B. et GRANDGUILLOT F. (2008), *Analyse financière*, 12ème édition, Gualino, Paris.

I.3.4. Analyse de la solvabilité

L'impact de l'endettement sur la situation financière à long terme est analysé par la notion de solvabilité. La solvabilité se définit comme la capacité de l'entreprise à payer ses dettes quand celles-ci arrivent à échéance.

Elle peut être analysée sous trois angles : la solvabilité par l'indépendance financière, par l'autonomie financière et la solvabilité liée à la CAF.

Le ratio d'indépendance financière mesure le poids de l'endettement global. Elle traduit l'aptitude de l'entreprise à engager de nouveaux emprunts sans risque ou au contraire à rembourser ses créanciers en cas de liquidation de l'entreprise. Il peut encore être appelé le taux d'endettement financier.

Le ratio d'autonomie financière compare l'endettement aux ressources propres de l'entreprise. Elle exprime une forme de prudence pour les banques, qui en cas de faillite, seront remboursés sur les ressources propres de l'entreprise.

L'analyse de la solvabilité avec la CAF permet d'apprécier la capacité de remboursement liée à la CAF.

Ces ratios sont résumés dans le tableau suivant :

Tableau 4 : Ratios de solvabilité

Ratio	**FORMULE**	**Interprétation**
Taux d'endettement financier	$\frac{\text{endettement financier}}{\text{total du bilan}}$	l'endettement financier ne doit pas représenter plus du tiers du bilan.
Ratio d'autonomie financière	$\frac{\text{dettes financières}}{\text{capitaux propres}}$	ce ratio doit être inférieur à 1 si non c'est un risque pour les prêteurs.
Capacité de remboursement liée à la CAF	$\frac{\text{dettes financières}}{\text{CAF}}$	la limite maximale admise est de 3 à 4 c'est-à-dire que les dettes de l'entreprise représentent 3 à 4 années de capacité d'autofinancement. Au-delà de ces valeurs, la solvabilité est insuffisante.

Source : GRANDGUILLOT B. et GRANDGUILLOT F. (2008), *Analyse financière*, 12ème édition, Gualino, Paris.

I.4. Notion de rentabilité

Selon LAVAUD R. et ALBAURT D. (1974), la rentabilité peut être définie comme étant le rapport des résultats aux moyens mis en œuvre pour les obtenir. Le rôle de la gestion financière est précisément de veiller à ce que l'utilisation de ce rapport résultat-moyens soit le meilleur possible afin de faire apparaître le résultat plus élevé.

Globalement, la rentabilité peut être définie comme « l'aptitude de l'entreprise à secréter un résultat exprimé en unité monétaire » (COLASSE B., 1982).

Etudier la rentabilité d'une entreprise, c'est « apprécier le résultat dégagé à chacun des niveaux reconnus comme significatif. Il est ainsi possible de porter un jugement sur l'efficacité de la gestion courante par les dirigeants de l'entreprise et de prévoir le montant des capitaux propres, auxquels la société pourra avoir recours pour son fonctionnement et son développement » (FARBER A., 2001).

Avant de passer aux ratios de rentabilité, il nous faut d'abord procéder au retraitement du compte de résultat afin d'aboutir à la présentation des soldes intermédiaires de gestion. Nous allons calculer aussi la capacité d'autofinancement.

Nous tenons à signaler que dans le Plan Comptable National Révisé, le passage aux SIG n'est plus d'application car la présentation du compte de résultat a changé. Cependant, pour notre période d'étude de 2013 à 2014, les états financiers de la SOSUMO n'étaient pas encore présentés suivant le modèle du Plan Comptable National Révisé.

I.4.1. Soldes intermédiaires de Gestion

Mieux qu'un simple compte de résultat ne distinguant que les produits et les charges, les soldes intermédiaires de gestion permettent de comprendre comment ce résultat a été obtenu: il fait ainsi apparaître le résultat exploitation, le résultat financier et le résultat exceptionnel.

Selon LANGOIS G. (2006), les SIG sont utilisés pour évaluer l'activité, la profitabilité et la rentabilité d'une entreprise.

En effet, ce sont des éléments intermédiaires du compte de résultat. Ils sont utilisés pour apprécier la performance des entreprises de manière plus fine et pour comparer les entreprises par rapport aux autres. Le compte de résultat est un document à travers lequel les produits et charges d'une entreprise intervenus au cours d'un exercice sont enregistrés. Il fait dégager les soldes intermédiaires avant d'aboutir au résultat net (bénéfice ou perte) de l'exercice et permettent :

- d'apprécier la performance de l'entreprise et la création de richesses générées par son activité ;
- de comprendre la formation du résultat net.

Le tableau des SIG permet de détailler le contenu du résultat net en mettant en évidence la marge brute d'exploitation, la valeur ajoutée et l'excédent brut d'exploitation, constitutifs du résultat d'exploitation mais également le résultat financier et le résultat exceptionnel.

I.4.1.1. Marge commerciale

Selon REGNARD J.F. (1996), la marge commerciale est le prix de vente diminué du prix d'achat, ou mieux encore, le prix de vente diminué du coût de revient des produits vendus.

I.4.1.2. Valeur ajoutée (VA)

C'est un indicateur économique d'une entreprise qui exprime la création de la valeur obtenue par la différence entre deux grandeurs caractéristiques de son activité : sa production et ses consommations intermédiaires (constitués par les matières et fournitures consommées, les transports et les autres services consommés) (LANGOIS G., 2006).

VA= Marge commerciale+ Production de l'exercice-Consommations intermédiaires

Selon FORGET J. (2004), la valeur ajoutée exprime la valeur de richesse issue de l'activité de production de l'entreprise. Contrairement au chiffre d'affaires (CA) qui n'exprime qu'un niveau de vente, un niveau d'activité, la valeur ajoutée exprime la capacité de l'entreprise à créer des richesses nettes des emplois utilisés pour produire.

I.4.1.3. Excédent Brut d'Exploitation

D'après MEUNIER B. (1997), l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) est obtenu à partir de la valeur ajoutée en retranchant les impôts et taxes et les charges de personnel et en ajoutant, le cas échéant les subventions d'exploitation.

L'EBE constitue un excellent indicateur de la rentabilité économique, car il exclut les politiques de financement et d'investissement. Il permet ainsi de voir si l'activité propre de l'entreprise est rentable ou non.

I.4.1.4. Résultat d'Exploitation

Selon MEUNIER B. (1997), le Résultat d'exploitation est obtenu à partir de l'EBE en retranchant les dotations aux amortissements, les dotations aux provisions ainsi que les autres charges et en ajoutant les reprises sur les amortissements et provisions d'exploitations et les autres produits. Le résultat d'exploitation est un excellent critère de comparaison

interentreprises, parce qu'il mesure les performances des entreprises quant à leur activité propre (c'est-à-dire sans prendre en compte les opérations financières et exceptionnelles).

I.4.1.5. Résultat financier

Le résultat financier traduit la situation financière d'une entreprise au regard de sa stratégie de financement (endettements et placements financiers). Son appellation est explicite puisqu'il donne des informations sur le résultat des opérations financières réalisées par une entreprise.

Son calcul est obtenu en faisant la différence entre les produits financiers et les charges financières.

Résultat financier = Produits financiers + Reprises sur provisions financières+ transferts de charges financières – Charges financières-Dotations aux amortissements et aux provisions financiers.

Le résultat financier va être ajouté ou soustrait au résultat d'exploitation pour former le résultat courant avant impôt.

I.4.1.6. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est un indicateur donnant des informations sur le dénouement des opérations non courantes réalisées par une entreprise. Il donne des informations sur le résultat dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation normale et courante de l'entreprise, en opposition avec le résultat d'exploitation.

Il est obtenu en faisant la différence entre les produits exceptionnels et les charges exceptionnelles.

Résultat exceptionnel = Produits exceptionnels - Charges exceptionnelles.

I.4.1.7. Résultat Net de l'exercice

Selon MEUNIER B. (1997), il est obtenu à partir du résultat courant avant impôt en ajoutant le résultat exceptionnel et en déduisant principalement l'impôt sur les bénéfices. Le résultat net de l'exercice indique ce qui reste à la disposition de l'entreprise après déduction de toutes les charges de l'année. Il reflète la rentabilité générale de l'entreprise.

I.4.1.8. Présentation des soldes intermédiaires de gestion

Pour pouvoir faire une analyse du compte de résultat, la construction des soldes intermédiaires de gestion est une étape préalable.

Le tableau ci-dessous montre le détail de calcul des soldes intermédiaires de gestion, cependant, il est de rigueur pour la période de 2013 à 2014 pour le cas du Burundi.

Tableau 5 : Présentation des Soldes Intermédiaires de Gestion

	Procédures
Vente de marchandises	(1)
Cout d'achat des marchandises vendues	(2)= achats+Δ stocks
MARGE COMMERCIALE	(3)= (1)-(2)
Production vendue	(4)
Production stockée (ou déstockée)	(5)
Production immobilisée	(6)
PRODUCTION DE L'EXERCICE	(7)=(4) +(5) +(6)
Coût d'achat matières premières consommées	(8)
Autres achats et charges externes	(9)
VALEUR AJOUTEE	(10)=(3) +(7)-(8)-(9)
Subventions d'exploitation	(11)
Impôts, taxes et versements assimilés	(12)
Charges du personnel	(13)
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	(14)= (10) +(11)-(12)-(13)
Reprises sur charges et transferts	(15)
Autres produits	(16)
Dotations	(17)
Autres charges	(18)

RESULTAT D'EXPLOITATION	(19)= (14) +(15) +(16)-(17)-(18)
Quote-part résultat opérations en commun	(20)
Produits financiers	(21)
Charges financières	(22)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(23)= (19) +(20) +(21)-(22)
Produits exceptionnels	(24)
Charges exceptionnelles	(25)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(26)=(24) –(25)
Participation des salariés au résultat	(27)
Impôt sur bénéfices	(28)
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	(29)= (23) + (26)- (27)- (28)

Source : CLAIRE A. (2014), *L'essentiel de l'analyse financière,* 2ème édition, Ellipses, Paris.

Pour le cas du Burundi, pour les exercices de 2015 à 2017, nous montrons la présentation du compte de résultat selon le plan comptable national révisé, édition 2012.

Tableau 6 : Présentation du compte de résultat

	Année N	**Année N-1**
Chiffre d'affaires		
Variation stocks produits finis et en cours		
Production immobilisée		
I-Production de l'exercice		
Achats consommés		
Services extérieurs et autres consommations		

II-Consommation de l'exercice		
III VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I-II)		
Subventions d'exploitation		
Charges de personnel		
Impôts, taxes et versements assimilés		
IV EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		
Autres produits opérationnels		
Autres charges opérationnelles		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Reprises sur pertes de valeur et provisions		
V RESULTAT OPERATIONNEL		
Charges financières		
VI RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOT (V+VI)		
Impôts exigibles sur résultats ordinaires		
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires		
VII RESULTAT NET DE L'EXERCICE		

Source : Plan Comptable National Révisé du Burundi, 2012

Réaliser un surplus, un résultat net positif est une condition première de survie. Il faut ensuite que ce surplus soit encaissé par l'entreprise sous forme monétaire afin qu'elle puisse s'autofinancer, payer des dividendes aux actionnaires, rembourser ses emprunts.

I.4.2. La capacité d'autofinancement (CAF)

Il s'agit du flux de trésorerie potentiel généré par l'activité normale de l'entreprise, pendant une période donnée.

L'ensemble des composantes du résultat net de l'exercice n'a pas nécessairement une conséquence monétaire. Il en est ainsi des flux calculés. C'est principalement le cas des dotations aux amortissements, des dépréciations et des provisions qui traduisent la dépréciation d'une immobilisation ou tiennent compte d'un risque futur probable. Ces flux calculés n'ont pas d'incidence sur la trésorerie de l'entreprise et sont donc à la base de la distinction fondamentale entre résultat et flux de trésorerie.

Ainsi, le calcul d'une CAF permet d'isoler les flux monétaires des flux réels : les charges et les produits calculés sont annulés (DAP, RAP, quote-part de subvention d'investissement virée au compte de résultat), mais aussi les cessions d'actifs qui, si elles ont bien une conséquence monétaire, ne sont pas considérées comme liées à l'activité normale.

La capacité d'autofinancement est donc composée de flux encaissables et décaissables à l'exception de ceux liés à la cession des immobilisations. Il existe deux causes qui expliquent que la CAF ne soit pas immédiatement dans la caisse de l'entreprise: l'existence des stocks, et le décalage entre le paiement des différentes charges et l'encaissement du prix de vente.

Il existe deux méthodes de calcul de la CAF à partir du compte de résultat :

I.4.2.1. La méthode additive (indirecte)

La première méthode élimine du résultat net les éléments calculés et les cessions d'actif. Ces dernières correspondent bien à des flux de trésorerie, mais, vu leur caractère exceptionnel, on préfère ne pas en tenir compte et calculer une CAF « courante ».

CAF= Résultat net+ DADP (exploitation, financier, exceptionnel)-RADP– PCEA+ VCEAC-Quote-part de subvention d'investissement virée au compte de résultat

I.4.2.2. La méthode soustractive (directe)

Il existe une seconde méthode de calcul de la CAF du PCG, basée sur l'excédent brut d'exploitation. Cette démarche est basée sur le fait que la CAF est égale aux produits encaissables moins les charges décaissables.

CAF= Excédent brut d'exploitation+ Transferts de charges+ Autres produits-Autres charges + Quote-part sur opérations faites en commun+ Produits financiers (sauf reprises) -Charges financières (sauf dotations) + Produits exceptionnels sur opérations de gestion-Charges exceptionnelles (sauf VCEAC et dotations)-Participation des salariés aux résultats-Impôts sur les bénéfices.

I.4.3. Les ratios de rentabilité

Les ratios de rentabilité mesurent les résultats par rapport à l'activité (rentabilité commerciale), aux moyens de production ou aux investissements (rentabilité économique) et aux moyens financiers (rentabilité financière).

L'intérêt d'un ratio se situe non au niveau du calcul, mais au niveau de son interprétation. Ce dernier est généralement établi pour plusieurs exercices comptables et complété par une comparaison de l'entreprise avec d'autres du même secteur d'activité.

Ainsi, la rentabilité s'appréhende à trois niveaux selon l'objectif d'analyse : « il s'agit de la rentabilité économique, de la rentabilité financière et de la rentabilité commerciale.» (CHARREAUX G., 1998).

I.4.3.1. Rentabilité économique

Selon CHARREAUX G. (1998), l'entreprise a besoin de l'ensemble de ses actifs pour générer des bénéfices. Il est donc important de mesurer la rentabilité qu'elle génère sur ses investissements, le ratio est:

$$\frac{EBE}{Total\ actif}$$

I.4.3.2. Rentabilité financière

Selon CHARREAUX G. (1998), la finalité de l'entreprise est d'offrir une bonne rentabilité à ses actionnaires. Il convient d'évaluer cette rentabilité par rapport aux capitaux propres investis, le ratio est :

$$\frac{Résultat\ net}{Capitaux\ propres}$$

I.4.3.3. Rentabilité commerciale

Selon CHARREAUX G. (1998), elle a trait à la politique de prix de l'entreprise et à la marge brute qu'elle prélève sur le prix de revient des produits vendus.

Nous considérons généralement ce ratio comme suit :

$$\frac{\text{EBE}}{\text{chiffre d'affaires}}$$

Pour passer à l'interprétation de toutes ces trois sortes de rentabilité, on doit les comparer au coût du capital.

Conclusion du premier chapitre

Au cours de ce chapitre, nous avons fait le cadre théorique sur l'analyse financière d'une entreprise. Nous avons de ce fait pu voir que, bien que de façon générale l'analyse financière aboutit à rendre compte de la santé financière, la focalisation et l'orientation dépendent des objectifs poursuivis par l'analyste.

Ainsi, notre analyse s'est focalisée sur trois points qui sont l'équilibre financier, les notions de liquidité et de solvabilité et en dernier lieu la notion de rentabilité. Il est important de retenir une étape incontournable qui est la restructuration des états financiers, laquelle rend possible l'analyse et une éventuelle appréciation.

Après avoir parlé de toutes ces théories relatives à l'analyse financière, il a été préférable de procéder à la présentation générale de la SOSUMO, notre cas d'étude. Ainsi, le deuxième chapitre présente la SOSUMO, dans ses réalisations, ses forces et ses faiblesses.

CHAPITRE II : PRESENTATION GENERALE DE LA SOSUMO

Dans ce chapitre, nous avons présenté la SOSUMO à travers son historique, son objectif, sa situation géographique, son statut, sa structure organisationnelle ainsi que son rôle social et économique. Ce chapitre est clôturé par l'analyse des forces, faiblesses, menaces et opportunités de la SOSUMO, dite couramment analyse FFOM.

II.1. Historique de la SOSUMO

Selon son Manuel des procédures, la Société sucrière du Moso (SOSUMO) vient d'un projet qui a été inscrit au 3ème plan quinquennal du développement économique et social du Burundi au début des années 70.

Les études de faisabilité du projet ont été réalisées à partir de 1975 et 1976 par la société belge SOPEX et puis en 1977 par la société EUCONSULT HOLLANDE.

Mais c'est à partir de 1969 que les essais de multiplication de la canne ont été faits par l'ISABU ; alors le gouvernement s'est intéressé à promouvoir la canne à sucre comme culture industrielle.

De 1981 à 1992, l'Etat obtenait l'accord de participation financière des bailleurs des fonds : l'accord de prêt de 10 millions de $US par la BAD signé le 5 Mars 1982 ; l'accord de prêt de 180 millions Dirhams des Emirates du Fonds d'ABU DHABI le 10 Mai 1982 ; l'accord de prêt de 180 millions de FBe par le Royaume de Belgique le 4 octobre 1985 ; l'accord du prêt additionnel de 100 millions de FBe fut signé ; l'accord de prêt d'un millions de $US du fond de l'OPEP en 1988 ; un accord de prêt additionnel de deux millions cinq cents de la ville de GREVENBROICH fut signé en 1989 ; en 1990 un accord de prêt additionnel de l'OPEP fut signé pour un montant de 17 0620 722FBU et cette même année un accord de prêt additionnel de la BDEA pour un montant de 171 749 180FBU fut également signé ; enfin deux accords de prêt furent signés : il s'agit de celui de la BNDE pour 143 517 785FBU et de la SBF pour 555 000 000 FBU.

De Novembre à Décembre 1987, on a procédé à l'essai à blanc de l'usine pour s'assurer du bon travail du montage de l'usine. La SOSUMO a été inaugurée le 19 Août 1989.

L'implication belge à hauteur de 280 millions de FBe qui a ultérieurement été transformée en don fut bénéfique pour les sociétés belges, puisque les travaux de charpente métallique

(ossature, toiture) pour montage de l'usine furent confiés à des sociétés comme BARON LEVEQUE INTERNATIONAL, COCKERILL MECHANICAL INDUSTRIES, ACEC.

Les travaux de génie rural, l'aménagement parcellaire et la plantation des cannes sont confiés à une société hollandaise HVA tandis que les travaux de génie civil et la construction de l'usine sont confiés à la firme allemande KRUPP.

Le décret présidentiel n°100/16 du 23/03/1982 permet à la SOSUMO de prendre la relève de l'ONASU dans la gestion, la réalisation et le fonctionnement du projet. Dès lors, la SOSUMO est placée sous la tutelle du Ministère du commerce de l'industrie et du Tourisme.

La SOSUMO couvre une superficie de 5800 ha dont une superficie avoisinant 3200 ha est aujourd'hui exploitée et l'autre partie se trouve dans une zone marécageuse peu exploitable pour le moment. L'usine et la cité de 470 logements avec infrastructure sociale couvrent une superficie de 50 Ha.

La SOSUMO a procédé à sa première production du sucre blanc le 20/7/1988 avec une production de 465 tonnes mais actuellement elle atteint une production de plus de 25000 tonnes.

II.2. Objectif du Gouvernement lors de la création de la SOSUMO

Selon le manuel des procédures de la SOSUMO ; l'Etat du Burundi avait depuis longtemps l'intention de favoriser le développement de la région du Moso qui était faiblement peuplé. Le projet sucrier de Moso avait été inscrit au troisième plan quinquennal de développement économique et social du Burundi au début des années 1970.

La création d'une société sucrière dans cette région répondait aux objectifs suivants :

- économiser les devises en évitant l'importation du sucre (la totalité du sucre consommé était importée) ;
- la création de l'emploi ;
- favoriser le développement ;
- faire face à la demande sans cesse croissante du sucre dans le pays.

II.3. Objectifs de la SOSUMO

Selon le manuel de procédures de la SOSUMO, le Burundi dépendait totalement de l'extérieur, avant la création de cette entreprise, pour ses approvisionnements en sucre à des prix plus élevés.

A sa création, la SOSUMO s'est chargée de réaliser des objectifs spécifiques comme :

- faire face à la demande croissante du sucre dans le pays ;
- favoriser le développement économique du sud Est ;
- mobiliser la main d'œuvre locale de la région ;
- économiser les devises en évitant l'importation du sucre.

D'autres objectifs ont été réalisés comme :

- l'accroissement de la production annuelle du sucre et la consolidation de sa position sur le marché
- la création de l'emploi en favorisant une main d'œuvre nationale

Dans le but de favoriser le développement économique des régions avoisinant le périmètre de la SOSUMO, elle a initié la culture de la canne dans les propriétés des villageois et la récolte de ces cannes par la SOSUMO moyennant une rémunération.

C'est ainsi que 377.78 Ha ont été plantées dans les périmètres de BAREREMBA (commune BUKEMBA), BUYAGA, NYABUGONDO (Commune GIHARO) et RUGUNGA (commune KAYOGORO).

II.4. Situation géographique de la SOSUMO

Selon le Manuel de procédures de la SOSUMO, elle est située en province Rutana au sud-est du Pays en bordure de la frontière avec la Tanzanie.

Le Moso est une région naturelle dont le prolongement sud traverse la province de Rutana située au Sud-Est du pays : longitude E 30°04' ; latitude S3°59' ; altitude au moins 1260 m. Le complexe est implanté sur une zone qui se trouve entre les rivières Muyovozi, Mutsindozi et Maragarazi, qui forment frontière avec la Tanzanie. La rivière qui alimente le complexe étant la Mutsindozi.

La zone dans laquelle se trouve le complexe est une zone de terres basses très accessible et qui est desservie par une route la joignant à la capitale Bujumbura (160Km) et bon nombre des chefs-lieux des provinces (MURAMVYA, GITEGA, RUTANA, MAKAMBA, RUYIGI).

II.5. Climatologie

Les données de base reprises des études de l'ISABU montrent que la plaine de la Maragarazi est caractérisée par un climat tropical et relativement frais en moyenne.

Le mois le plus pluvieux est celui d'avril, environ 200mm de pluie, tandis que la pluviométrie est d'ordre de 1200mm.

La température moyenne mensuelle oscille entre 21-22°C ; les maxima sont 30°C et les minima sont de l'ordre de 12-16°C.

II.6. Statut juridique de la SOSUMO

Selon son manuel des procédures, la société Sucrière du Moso (SOSUMO) a été créée le 13 Juillet 1982 sous forme d'une société Mixte. Le capital de la société a été fixé à 2 145 millions de Francs burundais réparti comme suit : 21.250 actions détenues par l'Etat du Burundi et 100 actions détenues respectivement par la BRARUDI et la SBF ; la valeur nominale d'une action est de 100.000FBU.

Ensuite de 1989 à 1997, le statut de la société est passé de « S.A.R.L » à une société de Droit Public « SDP » pour finalement redevenir une société Mixte en Mars 1997 en harmonisation avec le nouveau code des sociétés privées et publiques du 6 Mars 1996.

II.7. Structure organisationnelle de la SOSUMO

Les organes de la société comprennent :

- l'assemblée générale des actionnaires ;
- le conseil d'administration ;
- l'organe chargé de la gestion quotidienne.

II.7.1. Assemblée générale des actionnaires

C'est l'organe qui prend des décisions nécessaires à la vie de la société, notamment l'augmentation ou la réduction du capital.

II.7.2. Conseil d'Administration

Le conseil d'administration définit le contrôle de la politique de la société. La SOSUMO est administrée par un conseil d'administration qui comprend 8 sièges dont 6 pour l'Etat du Burundi et 2 pour le groupe des actionnaires privés.

II.7.3. Direction générale

La Direction générale a pour rôle de définir et redéfinir en cas de besoin, la mission, les objectifs, en assurant la cohérence et l'efficacité aux différents niveaux hiérarchiques.

II.7.4. Direction commerciale

La Direction commerciale s'occupe du marketing et de la vente du sucre. Les objectifs qui lui sont assignés sont la prospection des marchés, l'analyse de la concurrence ainsi que la prise d'actions nécessaires pour consolider et conquérir une position confortable sur le marché.

Cette direction est composée de deux services à savoir :

- le service des ventes,
- le service marketing.

II.7.5. Direction Administrative et financière

La Direction administrative et financière s'occupe essentiellement des activités suivantes :

- la préparation du budget et leur révision,
- l'élaboration des états financiers,
- le suivi du recouvrement.

Cette direction est composée de trois services :

- le service de comptabilité générale,
- le service de comptabilité analytique,
- le service de gestion et entretien du charroi.

II.7.6. Direction Technique

La Direction technique de la SOSUMO est subdivisée en quatre services :

- le service laboratoire,
- le service production,
- le service entretien et réparation des équipements de l'usine,
- le service énergie.

II.7.7. Direction des approvisionnements

Cette Direction est chargée de passer les commandes et sélectionner les fournisseurs sur base des compétences techniques et des prix. Il est aussi chargé de suivre les commandes passées et de la vérification de leur conformité à l'arrivée.

Elle est composée de trois services qui sont :

- le service des achats locaux,
- le service des commandes extérieures,
- le service des stocks.

II.7.8. Direction des ressources humaines

Elle est composée de trois services à savoir :

- le service gestion des ressources humaines,
- le service appui logistique,
- l'infirmerie.

II.8. Rôle social et économique de la SOSUMO

La Société Sucrière de Moso a un rôle capital dans l'économie burundaise. La SOSUMO joue également un rôle social pour le pays parce que depuis le début, elle était dans l'intention de favoriser le développement de la région du Moso faiblement peuplée.

II.8.1. Rôle social de la SOSUMO

En produisant, la SOSUMO offre de l'emploi à la population. Le revenu distribué grâce à l'emploi offert par la SOSUMO a influencé le niveau et les styles de vie des citoyens de la région de KUMOSO.

II.8.2. Rôle économique de la SOSUMO

La SOSUMO paie des impôts et taxes à l'Etat qui contribuent à la croissance économique du pays.

Le tableau qui suit montre la contribution de la SOSUMO au trésor public de 2013-2017.

Tableau 7 : Contribution de la SOSUMO au Trésor National en FBU (2013-2017)

Recettes fiscales	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
Impôt/résultat	1 999 099 810	2 459 684 826	2 498 786 869	2 620 957 272	3 271 200 615
Impôt/mobilier	202 288 902	554 376 339	289 342 370	-	-
Impôt/revenu locatif	104 613 154	74 818 171	167 729 512	83 632 747	187 578 729
IPR	607 552 333	407 401 664	990 594 043	1 097 991 007	649 389 070
Impôt forfaitaire	711 436 723	181 519 963	337 970 639	398 052 321	461 653 541
Taxe sur la valeur ajoutée	1 975 977 806	2 685 555 789	2 878 113 491		
Taxe de consommation	11 083 590 000	13 250 460 000	12 273 992 000	9 483 800 000	10 752 120 000
Recettes non Fiscales					
Dividendes à l'Etat	2 021 460 987	2 052 241 605	1 456 761 234	757 081 660	0
	18 706 019 715	**21 666 058 357**	**20 893 290 158**	**14 441 515 007**	**15 321 941 955**

Source: Nous-mêmes sur base des états financiers de la SOSUMO de 2013 à 2017

II.9. Réalisations de la SOSUMO par secteur d'activité

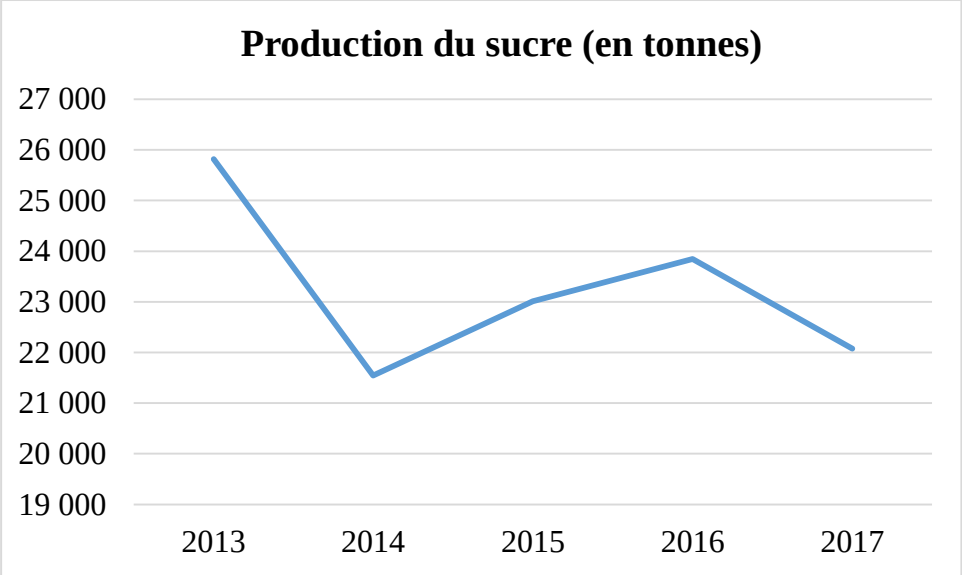
La SOSUMO réalise la production du sucre et de la mélasse qu'elle vend ensuite sur le marché. Les paragraphes qui suivent nous montrent sa production et sa commercialisation pour notre période d'étude.

II.9.1. Production du Sucre en tonnes de 2013-2017

Selon le département de l'agriculture de la SOSUMO, l'usine a une capacité moyenne de production autour de 23.000 tonnes par an.

Le graphique qui suit montre l'évolution de la production du sucre en tonnes de 2013 à 2017.

Graphique 1 : Evolution de la production du sucre de la SOSUMO (2013-2017)



Source : Rapports annuels de la SOSUMO

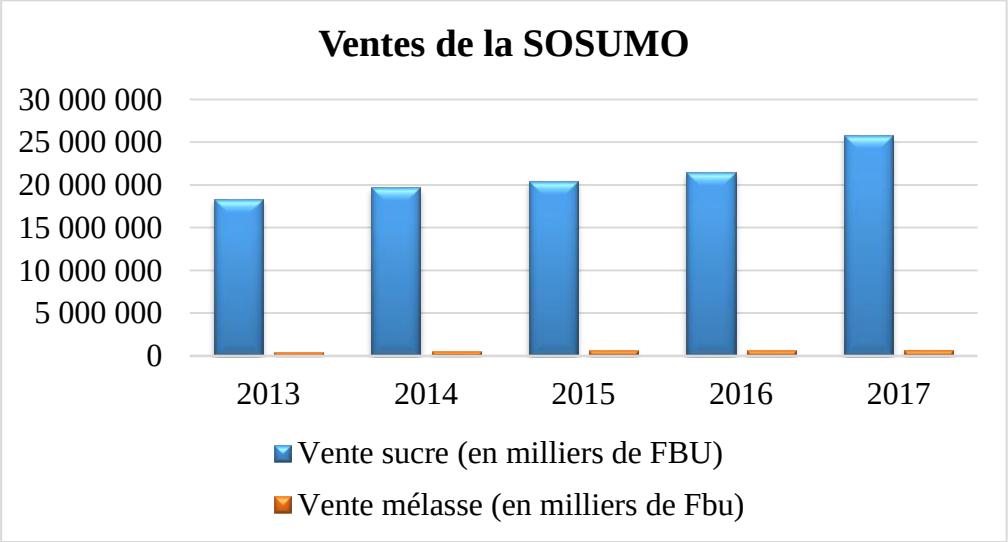
En 2014, la production a baissé passant de 25.821tonnes à 21.543 tonnes. Elle s'est ensuite accrue jusqu'à 23 848 tonnes en 2016 pour rebaisser encore à 22 075 tonnes en 2017. Cette variation de production s'explique par la quantité de canne à sucre broyée.

II.9.2. Commercialisation du sucre et de la mélasse par la SOSUMO

La commercialisation du sucre de la SOSUMO est étendue sur le marché national.

Le graphique qui suit montre l'évolution des ventes du sucre et de la mélasse en FBU pour notre période d'étude.

Graphique 2: Evolution des ventes de la SOSUMO en milliers de FBU (2013-2017)



Source : Etablie par nous-mêmes sur base des rapports de gestion de la SOSUMO

Pendant la campagne 2012-2013, les ventes du sucre et de la mélasse réalisées par la SOSUMO ont respectivement réalisé un chiffre d'affaires de 18 348 232 149 FBU et 435 146 547 FBU. Nous remarquons que le chiffre d'affaires n'a cessé de croître pour toute la période analysée, soit une hausse de 8.02 % en 2014, de 4.15% en 2015, de 5.17% en 2016 et de 19.01% en 2017.

II.10. Analyse des forces, des faiblesses, des opportunités et des menaces de la SOSUMO

L'analyse FFOM est un instrument largement utilisé qui repère les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces d'une entreprise. L'analyse FFOM doit avoir lieu lors des premières phases du processus de planification stratégique pour se faire une idée initiale des options possibles. On peut la reprendre à un stade ultérieur du processus pour vérifier la viabilité de la stratégie envisagée et déterminer les réajustements à y apporter.

II.10.1. Forces de la SOSUMO

Les forces sont des facteurs internes à l'organisation et peuvent être d'une importance particulière à l'entreprise. Parmi les forces de la SOSUMO, on peut citer :

- une entreprise solidement établie : c'est une entreprise qui détient le monopole dans la production du sucre ;

- une situation financière saine : au regard de sa situation financière, on remarque une augmentation des comptes de produits durant notre période d'étude et une maîtrise des charges malgré la dépréciation monétaire au Burundi, ce qui contribue favorablement à l'augmentation du résultat ;

- introduction des nouvelles variétés de canne à sucre : selon le département d'agriculture, le niveau de récolte de canne à sucre a augmenté avec l'introduction de nouvelles variétés de cannes à sucre en 2010.

II.10.2. Opportunités de la SOSUMO

Les opportunités sont des facteurs externes tels que les aspects de la société ou de la collectivité qui sont susceptibles d'apporter un appui.

Il s'agit de :

- la situation géographique saine et propice à la culture de la canne à sucre : la région de Kumoso est une région chaude favorable à sa culture ;

- l'absence de concurrence dans le pays : la situation monopolistique le soumet à l'obligation d'assurer une production et une commercialisation régulière.

II.10.3. Faiblesses de la SOSUMO

Les faiblesses sont des facteurs internes qui peuvent porter atteinte à la compagnie. On peut citer :

- la superficie sous culture de la canne qui est restée stagnante ;
- l'équipement et le matériel sont anciens et nécessitent une réhabilitation et modernisation

II.10.4. Menaces de la SOSUMO

Les menaces quant à elles sont des facteurs externes, ceux qui échappent au contrôle immédiat, qui peuvent avoir une incidence négative sur la compagnie et remettre en cause la réalisation de ses objectifs. Il s'agit:

- de la dépréciation progressive de la monnaie locale qui handicape la SOSUMO pour ses éventuels besoins d'importation ;
- des aléas climatiques qui peuvent influencer la durée de la campagne sucrière.

Conclusion du deuxième chapitre

Au cours de ce chapitre, nous avons fait une présentation générale de la SOSUMO. Elle est une société mixte dont le plus grand actionnaire est l'Etat. Dans ses débuts, elle a commencé avec une petite production de 465 tonnes, laquelle s'est accrue au fil des années (25.821 tonnes en 2013).

Comme on a pu le voir, elle joue un rôle très important tant social qu'économique. La SOSUMO commercialise le sucre et la mélasse qui est un produit résiduel. Au regard des chiffres réalisés, elle apporte une contribution significative au trésor public.

Après avoir présenté la SOSUMO dans divers angles, nous allons entamer le troisième chapitre qui s'occupe de son analyse financière.

CHAPITRE III : ANALYSE FINANCIERE DE LA SOSUMO

L'analyse financière permet de porter un jugement sur la santé d'une entreprise. Pour le cas de la SOSUMO, nous apprécions l'équilibre financier, la liquidité, la solvabilité et la rentabilité et faire une interprétation des résultats obtenus.

III.1. Analyse de l'équilibre financier de la SOSUMO

L'équilibre financier d'une entreprise est déterminé par trois éléments caractéristiques: le fonds de roulement, le besoins en fonds de roulement et la trésorerie nette.

Comme expliqué au premier chapitre, nous faisons d'abord faire le retraitement du bilan comptable vers le bilan fonctionnel afin de pouvoir rendre possible l'analyse de l'équilibre financier.

Le bilan fonctionnel comprend la partie stable et la partie circulante.

Ainsi donc, les retraitements effectués du bilan comptable au bilan fonctionnel sont ici détaillés.

A l'actif, on retrouve :

- les emplois stables qui correspondent à l'actif immobilisé brut ;
- l'actif circulant séparé entre la partie exploitation et la partie hors exploitation ;
- la trésorerie active constituée de l'ensemble des éléments de l'actif très liquide.

Au passif :

- les ressources stables comprennent les capitaux propres, les amortissements et provisions pour dépréciation et les dettes financières ;
- les dettes circulantes comprennent les dettes du passif qui ne sont pas financières et sont séparées entre la partie exploitation et hors exploitation ;
- la trésorerie passive rassemble les dettes financières à court terme, essentiellement les concours bancaires courants, les soldes créditeurs de banque et effets escomptés.

Tableau 8 : Présentation du bilan fonctionnel de la SOSUMO (2013-2017)

ACTIF	2013	2014	2015	2016	2017	**Passif**	2013	2014	2015	2016	2017
Emplois durables						**Ressources stables**					
Actif immobilisé brut						Capitaux propres	14 609 889	15 949 920	15 204 542	17 231 539	24 617 014
Immobilisations incorporelles	490 405	434 833	360 880	522 088	473 589	Provisions pour risques et charges	549 911	691 256	295 152	295 152	295 152
Immobilisations corporelles	20 448 383	21 538 839	22 778 175	24 682 539	26 540 765	Amortissements et provisions pour dépréciation	16 482 384	17 957 027	18 984 389	20 035 971	21 325 119
Immobilisations financières	1 742	1 742	1 742	1 742	1 742	Dettes financières	0	0	1 381 477	0	0
Total emplois stables	**20 940 531**	**21 975 414**	**23 140 797**	**25 206 370**	**27 016 096**	**Total Ressources stables**	**31 642 184**	**34 598 203**	**35 865 560**	**37 562 662**	**46 237 285**
Actif circulant						**Dettes circulantes**					
Actif circulant d'exploitation						**Dettes d'exploitation**					
Stocks et encours	11 435 299	13 359 509	14 904 348	13 813 435	18 173 157	Avances et acomptes reçus	3 973	100	30 238	5 172	18 985
Avances et acomptes	114 458	107 072	0	0	0	Dettes fournisseurs	1 558 713	1 306 905	2 160 648	1 448 606	2 039 039
Créances clients+ EENE	112 278	153 494	47 018	132 322	115 843	Dettes fiscales et sociales	3 675 628	3 764 760	3 584 550	3 001 186	2 873 900
Autres créances d'exploitation	1 232 591	686 465	2 145 128	1 448 005	244 928	Autres dettes d'exploitation	580 526	1 883 348	1 935 824	1 279 506	1 360 257
Actif circulant hors exploitation						**Dettes hors exploitation**					
Créances diverses	185 811	183 964	397 122	269 026	1 216 124	Autres dettes hors exploitation	385 491	454 148	0	0	0
Total actif	**13 080 437**	**14 490 504**	**17 493 616**	**15 662 788**	**19 750 052**	**Total dettes circulantes**	**6 204 331**	**7 409 261**	**7 711 260**	**5 734 470**	**6 292 181**

circulant											
Trésorerie active						**Trésorerie passive**					
Disponibilités	3 977 745	5 591 697	3 146 291	2 434 922	5 933 411	Concours bancaires courants	152 197	50 151	203 884	6 948	170 093
	37 998 713	**42 057 615**	**43 780 704**	**43 304 080**	**52 699 559**		**37 998 713**	**42 057 615**	**43 780 704**	**43 304 080**	**52 699 559**

Source : Nous-mêmes à partir des bilans de la SOSUMO en annexe 1, 3, 5, 7 et 9.

III.1.1. Détermination du Fonds de Roulement (FR)

Le fonds de roulement se calcule de deux manières : la méthode du haut du bilan et du bas du bilan.

Le tableau qui suit nous permet de déterminer le fonds de roulement de la SOSUMO durant notre période d'étude.

Tableau 9 : Détermination du fond de roulement de la SOSUMO (2013-2017) en milliers de FBU

	2013	2014	2015	2016	2017
Cpe (1)	31 642 185	34 958 203	35 865 560	37 562 662	46 237 285
Actif Immobilisé(2)	20 940 531	21 975 414	23 140 797	25 206 370	27 016 096
FR = (1) - (2)	10 701 654	12 622 789	12 724 763	12 356 292	19 221 189
variation		17.95%	0.8%	-2.89%	55.55%

Source : Nous-mêmes à partir des bilans de la SOSUMO en annexe 1, 3, 5, 7 et 9.

De l'année 2013 à 2014, le fonds de roulement de la SOSUMO a augmenté de 17.95%, faiblement augmenté de 0.8% de 2014 à 2015. De 2015 à 2016, il a diminué de 2.89% puis a augmenté de 55.55% de 2016 à 2017.

Les variations du FR observées de 2013 à 2014 s'expliquent par une augmentation assez importante des capitaux propres due principalement à la hausse du résultat.

De 2014 à 2015, le fonds de roulement a augmenté de 0.8 %. Cette augmentation du FR n'a pas été significative suite à l'acquisition de nouvelles immobilisations.

De 2015 à 2016, le fond de roulement a diminué de 2.89 % suite à l'acquisition de nouvelles immobilisations.

De 2016 à 2017, le fond de roulement a augmenté de 55.55% suite à une considérable hausse du résultat.

Pour toute notre période d'étude, le fond de roulement est largement positif, les ressources stables financent en intégralité les emplois durables.

Pour ce qui est du fond de roulement, on peut dire que la SOSUMO se trouve en bonne posture.

Poursuivons avec la détermination du BFR.

III.1.2. Détermination du besoin en fonds de roulement de la SOSUMO (2013- 2017)

Le tableau qui suit montre l'évolution du BFR de la SOSUMO sur notre période d'étude.

Tableau 10: Evolution du Besoin en Fonds de Roulement de la SOSUMO en milliers de FBU (2013-2017)

	2013	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
Valeurs d'exploitation	11 435 299	13 359 509	14 904 348	13 813 435	18 173 157
Valeurs réalisables	1 645 138	1 130 995	2 589 268	1 849 353	1 576 895
Emplois cyclique (1)	**13 080 437**	**14 490 504**	**17 493 616**	**15 662 788**	**19 750 052**
Dettes (non financières)	6 204 331	7 409 261	7 711 260	5 734 470	6 292 181
Ressource cyclique (2)	**6 204 331**	**7 409 261**	**7 711 260**	**5 734 470**	**6 292 181**
BFR=(1)-(2)	**6 876 106**	**7 081 243**	**9 782 356**	**9 928 318**	**13 457 871**
Variation		**2.98%**	**38.14%**	**1.49%**	**35.55%**

Source : Nous-mêmes à partir des bilans de la SOSUMO en annexe 1, 3, 5, 7 et 9.

De 2013 à 2014, le BFR a subi une augmentation de 2.98% due principalement à l'augmentation des stocks.

De 2014 à 2015, le BFR a augmenté de 38.14 %. Cette hausse a été provoquée par une grande augmentation des autres créances d'exploitation.

De 2015 à 2016, le BFR a presque stagné avec une légère augmentation de 1.49%.

De 2016 à 2017, le BFR a connu une augmentation de 35.55% qui s'explique par l'augmentation des stocks.

Le Besoin en fond de Roulement est positif pour toute la période de 2013 à 2017. Les emplois d'exploitation sont supérieurs aux ressources de même nature.

III.1.3. Détermination de la Trésorerie Nette (2013-2017)

La trésorerie nette est la différence entre le fonds de roulement et le besoin en fonds de roulement.

La Trésorerie nette se calcule de la manière suivante :

TN= FR-BFR

Le tableau qui suit montre l'évolution de la Trésorerie nette de la SOSUMO pour la période étudiée.

Tableau 11 : Evolution de la trésorerie Nette de la SOSUMO en milliers de FBU (2013-2017)

	2013	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
FRN	10 701 654	12 622 789	12 724 763	12 356 292	19 221 189
BFR	6 876 106	7 081 243	9 782 356	9 928 318	13 457 871
Trésorerie nette	**3 825 548**	**5 541 546**	**2 942 407**	**2 427 974**	**5 763 318**
Variation		**44.86%**	**-46.9%**	**-17.48%**	**137.37%**

Source : Nous-mêmes à partir des bilans de la SOSUMO en annexe 1, 3, 5, 7 et 9.

De 2013 à 2014, elle a augmenté de 44.86%. Elle a ensuite connu une baisse de 46.97% de 2014 à 2015, de 17.48% de 2015 à 2016 et de 2016 à 2017, elle a augmenté de 137.37%.

La trésorerie nette est restée positive de 2013 à 2017. Les ressources de la SOSUMO permettent de couvrir l'intégralité de ses besoins et de dégager un important excédent qui représente les disponibilités à vue.

La situation financière de l'entreprise se révèle saine étant donné qu'elle dispose de liquidités mobilisables à CT et se trouve en mesure de financer des dépenses nouvelles sans avoir recours à un mode de financement externe (emprunt par exemple).

Pour toute la période sous étude, la trésorerie nette est supérieure à 0. Cette situation est favorable pour l'entreprise. Ce qui nous amène à confirmer notre première hypothèse: « La SOSUMO présente une situation financière saine lui permettant d'atteindre son équilibre financier. »

III.2. Analyse de la liquidité et de la solvabilité

L'endettement peut être analysé à court ou à long terme respectivement à travers la liquidité et la solvabilité.

Comme expliqué au premier chapitre, nous allons d'abord faire le retraitement du bilan comptable vers le bilan financier afin de pouvoir rendre possible l'analyse de la liquidité et de la solvabilité.

Pour passer du bilan comptable au bilan financier, nous avons classé les postes de l'actif par ordre de liquidité croissante et les postes du passif par ordre d'exigibilité croissante en moins d'un an et plus d'un an. Le bilan comptable est reconstruit pour qu'il donne des informations sur la solvabilité et la liquidité de l'entreprise. Tous les éléments sont évalués à leur valeur actuelle nette.

Ainsi, l'actif à plus d'un an est constitué de l'actif immobilisé diminué des immobilisations incorporelles et l'actif à moins d'un an est constitué de tout l'actif circulant.

Quant au passif à plus d'un an, il est constitué des capitaux propres diminués des immobilisations incorporelles, augmentés des provisions pour risques, des provisions pour litiges, des subventions d'équipement et des subventions de l'Etat. Le passif à moins d'un an est constitué des dettes à moins d'un an augmentées des dividendes à payer.

Le tableau suivant présente le bilan financier de la SOSUMO :

Tableau 12 : Présentation du bilan financier de la SOSUMO (2013-2017)

ACTIF	2013	2014	2015	2016	2017	Passif	2013	2014
Actif > 1 an								**Passif >**
Total actif immobilisé	6 137 545	5 697 785	5 955 621	6 849 797	7 370 375	Total capitaux propres	9 495 447	10 203 391
Immobilisations incorporelles (frais d'établissement, frais de développement)	-490 405	-434 833	-360 880	-522 088	-473 589	Immobilisations incorporelles (frais d'établissement & frais de développement)	-490 405	-434 833
						Provisions pour risques	295 152	295 152
						Provisions pour litige	254 759	396 104
						Subventions d'investissement	0	0
						Subventions d'équipement	2 980 270	2 980 270
						Subventions de l'Etat	112 712	714 017
						Dettes à plus d'un an	0	0
Total actif > 1 an	**5 647 140**	**5 262 952**	**5 594 741**	**6 327 709**	**6 896 786**	**Total passif> 1an**	**12 647 935**	**14 154 101**
Actif < 1an						**Passif < à 1an**		
Total actif circulant	**15 378 784**	**18 402 803**	**18 840 695**	**16 418 313**	**24 004 066**	Dettes à moins d'un an	6 356 528	7 459 412
						Dividendes à payer	2 021 461	2 052 242
						Total dettes < à 1 an	**8 377 989**	**9 511 654**

Total actif	**21 025 924**	**23 665 755**	**24 435 436**	**22 746 022**	**30 900 852**	**Total passif**	**21 025 924**	**23 665 755**	**24 435 436**	**22 746 022**	**30 900 852**

Source : Nous-mêmes à partir des bilans de la SOSUMO en annexe 1, 3, 5, 7 et 9.

III.2.1. Analyse de la liquidité de la SOSUMO (2013-2017)

Les ratios de liquidité mettent en évidence l'aptitude d'une entreprise à faire face à ses dettes à court ou moyen terme. C'est la capacité de transformer progressivement son actif circulant en trésorerie. L'évolution de ces ratios est reprise dans le tableau qui suit :

Tableau 13: Détermination des ratios de liquidité de la SOSUMO (2013-2017)

Ratios	Formules	2013	2014	2015	2016	2017
Ratio de liquidité générale (1)	$\frac{\text{actif réel net à moins d'un an}}{Passif\ réel\ net\ \text{à}\ moins\ d'un\ an}$	$\frac{15\,378\,784}{8\,377\,989} = 1.83$	$\frac{18\,402\,803}{9\,511\,654} = 1.93$	$\frac{18\,840\,695}{9\,371\,906} = 2.01$	$\frac{16\,418\,313}{6\,498\,501} = 2.53$	$\frac{24\,004\,066}{6\,462\,275} = 3.71$
Ratio de liquidité restreinte (2)	$\frac{\text{Actifs réel à moins d'un an hors stocks}}{Passif\ réel\ net\ \text{à}\ moins\ d'un\ an}$	$\frac{5\,488\,378}{8\,377\,989} = 0.65$	$\frac{6\,588\,186}{9\,511\,654} = 0.69$	$\frac{5\,601\,054}{9\,371\,906} = 0.59$	$\frac{4\,149\,770}{6\,498\,501} = 0.64$	$\frac{7\,375\,801}{6\,462\,275} = 1.14$
Ratio de liquidité immédiate (3)	$\frac{Disponibilités + VMP}{Passif\ réel\ \text{à}\ moins\ d'un\ an}$	$\frac{3\,932\,645}{8\,377\,989} = 0.47$	$\frac{5\,546\,596}{9\,511\,654} = 0.58$	$\frac{3\,101\,191}{9\,371\,906} = 0.33$	$\frac{2\,389\,821}{6\,498\,501} = 0.37$	$\frac{5\,888\,310}{6\,462\,275} = 0.91$

Source : Nous-mêmes à partir des bilans de la SOSUMO en annexe 1, 3, 5, 7 et 9.

La liquidité générale est largement supérieure à une unité durant la période d'étude. Cela montre que la SOSUMO, par la somme encaissée, suite au paiement de ses débiteurs ou à la vente de ses stocks peut payer l'ensemble de ses dettes à court terme. Donc, la SOSUMO est capable de payer ou de rembourser toutes les dettes à court terme par des valeurs circulantes à 183% en 2013, à 193% en 2014, à 201% en 2015, à 253% en 2016 et à 371% en 2017.

Quant à la liquidité réduite, elle est inférieure à une unité durant toute la période d'étude sauf en 2017, cela veut dire que les valeurs réalisables et les valeurs disponibles sont à mesure de rembourser les dettes à court terme pour 65% en 2013, 69% en 2014, 59% en 2015, 64% en 2016 et 114% en 2017.

La liquidité immédiate elle aussi est inférieure à l'unité pour notre période d'étude. Les résultats montrent que la SOSUMO pouvait payer les dettes à court terme par les valeurs disponibles pour 47% en 2013, 58% en 2014, 33% en 2015, 37% en 2016 et 91% en 2017.

Tenant compte que les résultats trouvés, répondent aux normes des différents ratios de liquidité, nous pouvons confirmer que la SOSUMO est liquide.

III.2.2. Analyse de la solvabilité de la SOSUMO (2013-2017)

La solvabilité se définit comme la capacité de l'entreprise à payer ses dettes quand celles-ci arrivent à échéance.

Le tableau qui suit nous montre les ratios de solvabilité de la SOSUMO pour notre période d'étude.

Tableau 14 : Détermination des ratios de solvabilité de la SOSUMO (2013-2017)

	Formule	2013	2014	2015	2016	2017
Taux d'endettement financier	$\frac{endettement\ financier}{total\ du\ bilan}$	$\frac{152\ 197}{21\ 025\ 924} = 0.007$	$\frac{50\ 151}{23\ 665\ 755} = 0.002$	$\frac{1\ 585\ 361}{24\ 435\ 436} = 0.06$	$\frac{6\ 948}{22\ 746\ 022} = 0.0003$	$\frac{170\ 093}{30\ 900\ 852} = 0.005$
Ratio d'autonomie financière	$\frac{dettes\ financières}{capitaux\ propres}$	$\frac{152\ 197}{9\ 495\ 447} = 0.016$	$\frac{50\ 151}{10\ 203\ 391} = 0.005$	$\frac{1\ 585\ 3613}{10\ 053\ 493} = 0.16$	$\frac{6\ 948}{12\ 780\ 169} = 0.0005$	$\frac{170\ 093}{20\ 922\ 726} = 0.008$
Capacité de remboursement liée à la CAF	$\frac{dettes\ financières}{CAF}$	$\frac{152\ 197}{3\ 677\ 190} = 0.041$	$\frac{50\ 151}{5\ 388\ 729} = 0.009$	$\frac{1\ 585\ 361}{1\ 952\ 734} = 0.81$	$\frac{6\ 948}{3\ 929\ 847} = 0.002$	$\frac{170\ 093}{8\ 727\ 244} = 0.019$

Source : Nous-mêmes à partir des bilans de la SOSUMO en annexe 1, 3, 5, 7 et 9.

Conformément à la théorie élucidée au premier chapitre, on peut dire que le taux d'endettement financier de la SOSUMO ne représente pas plus du tiers du bilan, elle peut donc engager de nouveaux emprunts sans risque de ne pas rembourser les créanciers en cas de liquidation.

Pour le ratio d'autonomie financière, nous remarquons que pour la SOSUMO ce ratio est inférieur à 1, c'est-à-dire que ses créanciers peuvent être remboursés par les ressources propres en cas de faillite de l'entreprise. Il n'y a pas un grand risque pour les prêteurs de la SOSUMO.

Pour la période sous étude, la capacité de remboursement est inférieure à 3 c'est-à-dire que les dettes de la SOSUMO représentent moins de trois années d'autofinancement. La capacité de remboursement est donc suffisante pour la période de 2013 à 2017.

Tenant compte que les résultats trouvés répondent aux normes des ratios de liquidité et solvabilité; nous pouvons confirmer notre deuxième hypothèse qui stipule que « la SOSUMO est solvable et liquide ».

III.3. Analyse de la rentabilité

La rentabilité étant définie comme étant le rapport des résultats aux moyens mis en œuvre pour les obtenir, nous essayons de l'analyser à travers certains ratios. Nous calculons d'abord les soldes intermédiaires de gestion et la CAF.

Précisons que nous calculons les SIG uniquement pour les années 2013 et 2014, car pour les autres années (de 2015 à 2017), on retrouve les éléments des SIG dans la présentation du compte de résultat avec le PCNR. Pour la période de 2015 à 2017, nous gardons le compte de résultat tel que présenté dans les documents de synthèse.

Tableau 15 : Détermination des soldes intermédiaires de gestion en milliers de FBU (2013-2014)

	2013	**2014**
Production vendue (1) Production stockée (ou déstockée) (2) Production immobilisée (3)	18 787 457 -777 738	20 293 398 2 082 664
PRODUCTION DE L'EXERCICE (4)= (1) +(2) +(3)	**18 009 719**	**22 376 062**
Cout d'achat matières premières consommées (5)	7 601 608	7 905 548
MARGE BRUTE(6)=(4)-(5)	**10 897 469**	**14 661 587**
Autres achats et charges externes (7)	2 490 183	1 935 518
VALEUR AJOUTEE (8)= (6)-(7)	**8 407 286**	**12 726 069**
Subventions d'exploitation (9) Impôts, taxes et versements assimilés (10) Charges du personnel (11)	 6 393 5 981 709	 16 625 7 899 822
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (12)=(8) +(9)-(10)-(11)	**2 419 184**	**4 809 622**
Reprises sur charges et transferts (13) Autres produits (14) Dotations (15) Autres charges (16)	60 668 3 033 181 1 029 909 477 666	254 759 2 939 359 1 942 881 479 888
RESULTAT D'EXPLOITATION(17)=(12)+(13)+(14)-(15)-(16)	**4 005 458**	**5 261 007**
Quote-part résultat opérations en commun(18) Produits financiers(19) Charges financières(20)	 74 795 167 643	 319 965
RESULTAT COURANT AVANT		

IMPOTS(21)=(17)+(18)+(19)-(20)	**3 912 610**	**4 941 042**
Produits exceptionnels(22) Charges exceptionnelles(23)	4 001	326 186
RESULTAT EXCEPTIONNEL(24)=(22)-(23)	4 001	326 186
Participation des salariés au résultat(27) Impôt sur bénéfices(28)	1 208 824	1 821 380
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (29) =(23)+(26)-(27)-(28)	**2 707 787**	**3 445 848**

Source: Nous-mêmes à partir des bilans de la SOSUMO en annexe 1, 3, 5, 7 et 9.

Passons à la présentation du compte de résultat pour la période 2015 à 2017.

Tableau 16 : Présentation du compte de résultat de la SOSUMO en milliers de FBU (2015-2017)

	2015	**2016**	**2017**
Chiffre d'affaires	21 219 263	22 356 222	33 500 395
Variation stocks produits finis et en cours	-1 331 740	-231 395	723 300
Production immobilisée	0	68 016	0
Subventions d'exploitation et autres produits	0	0	0
I-Production de l'exercice	**19 887 523**	**22 192 843**	**34 223 695**
Achats consommés	77 216	78 704	6 370 579
Services extérieurs et autres consommations	10 807 057	10 748 888	10 885 919
II-Consommation de l'exercice	**10 884 273**	**10 827 592**	**17 256 498**
III VALEUR AJOUTEE	**9 003 250**	**11 365 251**	**16 967 197**

D'EXPLOITATION (I-II)			
Subventions d'exploitation			
Charges de personnel	8 467 470	8 852 584	7 608 782
Impôts, taxes et versements assimilés	19 230	10 615	10 498
IV EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**516 550**	**2 502 052**	**9 347 917**
Autres produits opérationnels	2 587 911	2 971 259	2 628 550
Autres charges opérationnelles	314 438	172 103	83 672
Dotations aux amortissements et aux provisions	1 792 245	1 229 407	1 341 769
Reprises sur pertes de valeur et provisions	1 160 987	119 815	0
V RESULTAT OPERATIONNEL	**2 158 765**	**4 191 616**	**10 551 026**
Charges financières	351 110	143 574	347
VI RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOT (V+VI)	**1 807 655**	**4 048 042**	**10 550 679**
Impôts exigibles sur résultats ordinaires	486 179	1 227 787	3 165 204
Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires	0	0	0
VII RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**1 321 475**	**2 820 255**	**7 385 475**

Source : Etats financiers de la SOSUMO de 2013 à 2017

III.3.1. Etude de la capacité d'autofinancement de la SOSUMO (2013-2017)

La CAF représente pour l'entreprise l'excédent de ressources internes ou un surplus monétaire potentiel dégagé durant l'exercice par l'ensemble de son activité et qu'elle peut destiner à son autofinancement.

Les tableaux ci-après nous permettent de déterminer la CAF de la SOSUMO pour la période de notre étude.

Tableau 17 : Calcul de la CAF de la SOSUMO (2013-2017) en milliers de FBU par la méthode additive

Libellé	2013	2014	2015	2016	2017
Résultat de l'exercice	2 707 787	3 445 848	1 321 476	2 820 255	7 385 475
DADP	1 030 071	1 942 881	1 792 244	1 229 407	1 341 769
RADP	60 668	0	1 160 986	119 815	0
CAF	**3 677 190**	**5 388 729**	**1 952 734**	**3 929 847**	**8 727 244**

Source : Nous-mêmes à partir des bilans de la SOSUMO en annexe

Tableau 18: Calcul de la CAF de la SOSUMO (2013-2017) en milliers de FBU par la méthode soustractive

Libellé	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
EBE	2 419 184	4 809 622	516 550	2 502 052	9 347 917
Transfert des charges	0	0	0	0	0
Autres produits	3 033 181	2 939 359	2 587 911	2 971 259	2 628 550
Autres charges	477 666	479 888	314 438	172 103	83 672
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun	0	0	0	0	0
Produits financiers	74 795	0	0	0	0
Charges financières	167 643	319 965	351 110	143 574	347
Produits exceptionnels	4 001	326 186	0	0	0
Charges exceptionnelles	0	0	0	0	0

Participation des salariés au résultat	0	0	0	0	0
Impôt sur les bénéfices	1 208 824	1 821 380	486 179	1 227 787	3 165 204
CAF	**3 677 190**	**5 388 729**	**1 952 734**	**3 929 847**	**8 727 244**

Source : Nous-mêmes à partir des bilans de la SOSUMO en annexes 1, 3, 5, 7 et 9.

Au regard des résultats trouvés dans ce tableau, nous remarquons que la SOSUMO était à mesure de s'autofinancer à hauteur de 3 677 190 FBU en 2013, 5 388 729 FBU en 2014, 1 952 734 en 2015, 3 929 847 en 2016, 8 727 244 en 2017.

Nous tenons à noter que pour toute la période étudiée, la CAF a augmenté d'année en année sauf en 2015.

III.3.2. Analyse des ratios de rentabilité de la SOSUMO (2013-2017)

La rentabilité est le rapport entre un revenu obtenu ou prévu et les ressources employées pour l'obtenir.

III.3.2.1. Analyse de la rentabilité économique de la SOSUMO (2013-2017)

Le taux de retour sur l'investissement appelé rentabilité des capitaux investis a pour but de donner une indication sur la capacité bénéficiaire de l'entreprise.

Tableau 19: Calcul de la rentabilité économique de la SOSUMO (2013-2017)

	2013	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
EBE (1)	2 419 184	4 809 622	516 550	2 502 052	9 347 917
Actif total (2)	21 659 482	24 100 589	24 796 315	23 268 110	31 374 441
Rentabilité économique = (1)/(2)	**11.17 %**	**19.96 %**	**2.08 %**	**10.75 %**	**29.79 %**

Source: Nous-mêmes à partir des bilans de la SOSUMO en annexe 1, 3, 5, 7 et 9.

Sur 100FBU investi en actifs de 2013 à 2017, la SOSUMO gagnait respectivement 11,17 FBU, 19.96 FBU, 2.08 FBU, 10.75 FBU et 29.79 FBU. Ce ratio de rentabilité économique,

appelé aussi rentabilité des capitaux investis a pour but de donner une indication sur la capacité bénéficiaire de l'entreprise.

Pour pouvoir émettre une appréciation de la rentabilité des capitaux investis, nous devons la comparer au taux de rémunération des placements accordé par les banques locales qui varie de 7 à 10% (BRB 2013-2017).

Le taux moyen de rentabilité économique pour la période vérifiée est de 14.75% tout en mentionnant que le taux en 2015 était très faible et insuffisant (2.08 %).

Nous remarquons que le taux moyen de rentabilité économique (14.75%) est supérieur au taux de rémunération des placements accordé par les banques locales (7 à 10%). La SOSUMO est donc économiquement rentable.

C'est un bon signe pour les apporteurs des capitaux, car les revenus procurés par la SOSUMO permettent d'assurer la rémunération des capitaux investis.

III.3.2.2. Analyse de la rentabilité financière de la SOSUMO (2013-2017)

Ce ratio exprime la rentabilité des moyens propres dont dispose l'entreprise.

Le tableau qui suit nous montre l'évolution de ce ratio durant notre période d'étude :

Tableau 20: Calcul de la rentabilité financière de la SOSUMO (2013-2017)

	2013	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
Résultat net (1)	2 552 990	3 445 848	1 321 476	2 820 255	7 385 475
Capitaux propres(2)	11 516 908	12 255 633	11 510 254	13 537 251	20 922 726
Rentabilité financière= (1)/(2)	**22.17 %**	**28.12 %**	**11.48 %**	**20.83 %**	**35.29 %**

Source : Nous-mêmes à partir des bilans de la SOSUMO en annexe 1, 3, 5, 7 et 9.

100 FBU de capitaux propres investis à la SOSUMO rapportent 22,17 FBU, 28.12 FBU, 11.48 FBU, 20.83 FBU et 35.29 FBU respectivement pour notre période d'étude de 2013 à 2017.

Ici aussi, pour émettre une appréciation de la rentabilité des capitaux propres, nous devons la comparer au taux de placement accordé par les banques locales qui varie de 7 à 10% (BRB 2013-2017).

Le taux moyen de rentabilité financière pour la période vérifiée est de 23.58%.

Nous remarquons que le taux moyen de rentabilité financière (23.58%) est supérieur au taux de placement accordé par les banques locales (7 à 10%). La SOSUMO est donc financièrement rentable.

III.3.2.3. Analyse de la rentabilité commerciale de la SOSUMO (2013-2017)

Les résultats sur l'analyse de la rentabilité commerciale sont présentés dans le tableau qui suit :

Tableau 21 : Calcul de la rentabilité commerciale de la SOSUMO (2013-2017)

	2013	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**
EBE	2 419 184	4 809 622	516 550	2 502 052	9 347 917
CA	18 787 457	20 293 398	21 219 263	22 356 222	33 500 395
Rentabilité commerciale= EBE/CA	**12.88%**	**23.7%**	**2.43%**	**11.19%**	**27.9%**

Source : Nous-mêmes à partir des bilans de la SOSUMO en annexe 1, 3, 5, 7 et 9.

Pour 100FBU de CA, la SOSUMO gagne pour la seule activité d'exploitation 12.88 FBU en 2013, 23.7 FBU en 2014, 2.43 FBU en 2015, 11.19 FBU en 2016 et 27.9 FBU en 2017.

Pour émettre une appréciation de la rentabilité des produits vendus, nous devons la comparer au taux de rémunération des placements accordé par les banques locales qui varie de 7 à 10% (BRB 2013-2017).

Le taux moyen de rentabilité commerciale pour la période vérifiée est de 15.62%, tout en mentionnant que le taux en 2015 était très faible et insuffisant (2.43%).

Nous remarquons que le taux moyen de rentabilité commerciale (15.62%) est supérieur au taux de rémunération des placements accordé par les banques locales (7 à 10%). La SOSUMO est donc commercialement rentable.

Au regard des résultats trouvés, nous avons vu que la SOSUMO est économiquement, financièrement et commercialement rentable. Cela nous conduit à confirmer notre troisième hypothèse qui stipule que « la SOSUMO est rentable ».

Conclusion du troisième chapitre

L'analyse financière de la SOSUMO nous a permis de voir qu'elle tenait un bon équilibre financier notant un dégagement considérable de trésorerie.

Nous avons poursuivi l'analyse financière de la SOSUMO en examinant l'évolution des ratios de liquidité et de solvabilité.

L'analyse s'est terminée par l'étude de la rentabilité qui nous a aussi amené à voir que la SOSUMO était rentable sur la période d'étude tout en notant que pour l'année 2015, la SOSUMO avait des difficultés à être rentable.

Ce qui nous a permis de confirmer toutes nos trois hypothèses, la SOSUMO présente une situation financière saine lui permettant d'atteindre son équilibre financier, la SOSUMO est liquide et solvable, la SOSUMO est rentable.

CONCLUSION GENERALE

Notre étude avait pour objectif de faire une analyse financière de la SOSUMO pour la période de 2013 à 2017. La question principale qui a motivée notre préoccupation était de connaitre la santé financière de cette entreprise à travers l'analyse de son équilibre financier, de la liquidité, de la solvabilité et de la rentabilité.

Les résultats nous ont montré que la SOSUMO présente une bonne situation d'équilibre financier, est liquide et solvable mais également rentable.

La SOSUMO présente une bonne situation d'équilibre financier car les ressources stables financent les emplois stables, puis les ressources stables excédentaires et les ressources circulantes financent les emplois circulants tout en dégageant une trésorerie considérable.

La SOSUMO est liquide car la valeur de ses actifs permet théoriquement de rembourser les dettes pour un même terme de liquidité/exigibilité.

La SOSUMO est solvable car elle dégage une capacité à payer ses dettes quand celles-ci arrivent à échéance.

La SOSUMO est rentable car ses taux moyens de rentabilité économique, financière et commerciale sont supérieurs au taux de rémunération des placements accordé par les banques locales.

Nous ne saurions pas terminer sans émettre quelques suggestions à l'endroit de l'Etat qui est le principal actionnaire, aux dirigeants et aux autres actionnaires de la SOSUMO.

Suggestions

Suite à la bonne santé financière de la SOSUMO, l'Etat qui en est le principal actionnaire devrait songer à sa croissance comme :

- l'extension des plantations sur ses terrains non encore exploités et une éventuelle extension de l'usine ;
- la modernisation de l'appareil productif.

Il est préférable pour la SOSUMO de :

- Profiter de l'opportunité de la capacité d'emprunt très élevée pour contracter les emprunts qui financeraient sa croissance ;
- Profiter de plusieurs choix et possibilités qui s'offrent pour gérer de façon optimale l'excédent de trésorerie constaté et générer encore davantage de revenus pour l'entreprise. Ces choix peuvent être entre autres, des placements financiers, des escomptes pour paiement anticipé, ...

En définitive, nous ne prétendons pas avoir épuisé tous les contours de notre sujet car nous n'avons pas étudié les stratégies que pourrait adopter l'entreprise face à l'excédent de trésorerie que nous avons remarqué. Nous estimons tout simplement avoir ouvert les pistes pour d'autres chercheurs qui se sentiraient ambitionnés par l'analyse financière de la SOSUMO.

De ce fait, nous pourrions proposer un sujet d'étude qui serait : « Optimisation de la gestion de la trésorerie de la SOSUMO ».

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I. Ouvrages généraux

1. BRUNET T. (2008), *Analyse, enjeux et perspectives, analyse synthétique et matière d'emploi et RH*, 2ème édition, Démos, Paris.
2. CABY J. et KOEHL J. (2003), *Analyse financière*, Pearson, Montréal.
3. CHARREAUX G. (1998), *Théorie financière*, 10ème édition, Economica, Paris.
4. CLAIRE A. (2014), *L'essentiel de l'analyse financière*, 2ème édition, Ellipses, Paris.
5. COLASSE B. (1982), *Gestion financière*, PUF, Paris.
6. CONSO P. et COLATTA A (1998), *Gestion financière*, Dunod, Paris.
7. CONSO P. (1985), *Gestion financière*, 7ème édition, Bordas, Paris.
8. DIPALLEN G. (1998), *La pratique des finances publiques à la gestion de l'entreprise*, 11ème édition, Sirey, Paris.
9. FORGET J. (2004), *De l'interprétation des états financiers à la compréhension*, Organisation, Paris.
10. GRANDGUILLOT B. et GRANDGUILLOT F. (2008), *Analyse financière*, 12ème édition, Gualino, Paris.
11. HUBERT L.B. (2012), *Trésorerie d'entreprise*, 3ème édition, Dunod, Paris.
12. LAHILLE J.P. (2004), *Analyse financière*, Sirey, Paris.
13. LANGOIS G. (2006), *Contrôle de gestion Budgétaire*, 3ème édition, Pearson, Montréal.
14. LAVUAR R. (1981), *Méthodologie d'analyse financière*, Dunod, Paris.
15. MALLOUKI E. (2014), *Méthode et diagnostic d'analyse financière*, 4ème édition, Dunod, Paris.
16. MEUNIER B. (1997), *Diagnostic financier* ,5ème édition, Organisation, Paris.
17. REGNARD J. F. (1996), *Lire un bilan c'est simple*, Casteilla, Paris.
18. VERNNIMEN P. (2009), *Finance d'entreprise*, Dalloz, Paris.

II. Revues, rapports et autres

1. NYANDWI N. (2004), « *Les effets économiques et financiers du complexe sucrier du MOSO* », Document de travail no 2003/18/CA, IDEC.
2. Rapports annuels de la BRB de 2013 à 2017.

III. Mémoires

1. KUBWAYO S. (2012) « Contribution à l'analyse financière d'une entreprise mixte et son incidence sur la rentabilité : cas de la SOSUMO », mémoire, ISGE.
2. NDIMURIRWO J. (2001) « Incidence des problèmes de recouvrement des créances commerciales sur la trésorerie de l'ONATEL », mémoire, Université du Burundi.
3. NINDABA L. (2003) « Gestion du risque et son impact sur la trésorerie dans une entreprise publique, Cas de la SRDI », mémoire, Université du Burundi.

IV. Sites internet

1. ARNAUD S. (2013) **«** *Analyse de la situation financière d'une entreprise publique ; cas de SMTP* », thèse, Université Abomey Calavi [http://mémoireenligne.com/analyse-de-la-situation-financière-d'une-entreprise-publique-cas-de-SMTP/] visité le 18/11/2017 à 16h30 minutes.
2. DHOUSSOU C. (2011) « Analyse financière d'une entreprise ; cas de la société de commercialisation des produits pétroliers », thèse, Université Abomey Calavi [http://mémoireenligne.com/analyse-financière-d'une-entreprise-cas-de-la-société-de-commercialisation-des-produits-financiers/] visité le 22/10/2017 à 14h18 minutes.
3. MALLOUKI E. (2004), « Analyse financière », thèse, Université Abomey Calavi [http://mémoireenligne.com/analyse-financière/] visité le 13/10/2017 à 10h36 minutes.
4. SOSOU A. (2012) « Diagnostic financier », thèse, Université Abomey Calavi [http://diagnostic-financier/] visité le 19/8/2017 à 11h40 minutes.

ANNEXES

Annexe 1 :

SOSUMO SA

TABLEAU II BILAN AU 31 MAI 2013 (situation patrimoniale)

ACTIF		BRUT	AMOR et PROV	NETS	TOT PARTIEL
FRAIS ET VALEURS INCORP IMMOBILIERS		490 405 422		490 405 422	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
TERRAINS		302 250 213		302 250 213	
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES		19 493 044 830	14 802 956 741	4 690 088 089	
AUTRES IMMOBILISATIONS EN COURS					
AUTRES VALEURS IMMOBILISEES					
AUTRES IMMOLISATIONS EN COURS		653 086 578		653 086 578	
AVANCES ACOMPTE IMMOB. EN COURS		1 742 300		1 742 300	
PRETS & AUTRES CREANCES L & M TERME					
TITRES (AUTRES QUE C.T.)					
	TOTAUX	20 940 531 343	14 802 956 741	6 137 544 602	6 137 544 602
VALEURS D'EXPLOITATION					
MATIERES ET FOURNITURES		9 940 324 301	1 544 892 236	8 395 432 065	
EMBALLAGES COMMERCIAUX		489 102 977		489 102 977	
PRODUITS FINIS		203 352 345		203 352 345	
PRODUITS EN COURS CONSIGNES		802 518 698		802 518 698	
PRODUITS RECEPTIONNES					
	TOTAUX	11 435 298 321	1 544 892 236	9 890 406 283	9 890 406 283
FOURNISSEURS AVANCE ET ACOMPTE VERSE		114 457 853	84 595 136	29 861 717	
CLIENTS		112 278 065		112 278 065	
ASSOCIES					
SOCIETES APPARENTEES					
AUTRES DEBITEURS					
42 PESONNEL		36 239 334		36 239 334	
43 COMPTES ETAT		1 196 352 000		1 196 352 000	
45 I.N.S.S.					
46 DEBITEURS DIVERS		31 257 682	4 808 911	26 448 971	
48 COMPTE D'ATTENTE		154 553 486		154 553 486	
	SOUS TOTAUX	1 645 138 620	89 405 047	1 555 733 573	1 555 733 573
CHEQUES ET COUPONS A ENCAISSER		10 473 500		10 473 500	
CAISSE		9 347 701		9 347 701	
BANQUES CHEQUES POSTAUX		3 947 635 175	45 100 406	3 902 534 769	
VIREMENTS DE FONDS		10 289 000		10 289 000	
	SOUS TOTAUX	3 977 745 376	45 100 406	3 932 644 970	3 932 644 970
TOTAL GENERAL		37 998 713 860	16 482 354 432	21 516 329 428	21 516 329 428

PASSIF		MONTANT NETS	TOTAUX
CAPITAL SOCIAL		2 145 000 000	
PRIME D'EMISSION			
RESERVES LEGALES		221 000 000	
RESERVES D'INVESTISSEMENT		6 442 002 629	
REPORT A NOUVEAU		1 118 388	
TOTAL " SITUATION NETTE(AV.RESULT PERIODE)		8 809 121 017	8 809 121 017
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT		2 960 270 466	
SUBVENTION DE L'ETAT		112 711 591	
PROVISIONS POUR RISQUES		295 152 359	
PROVISION POUR LITIGE		254 759 218	
TOTAL		3 642 893 654	3 642 893 654
FOURNISSEURS		1 558 713 473	
CLIENTS AV.ET ACPTES RECUS		3 973 228	
ETAT ET ORGANISMES NATIONAUX & INTERNAT		3 599 309 076	
ASSOCIES&SOCIETES APPERENTES		227 881 714	
AUTRES CREANCIERS			
42 PERSONNEL		352 643 696	
45 I.N.S.S.et PENSION COMPL		76 318 715	
46 CREDITEURS DIVERS		379 449 934	
COMPTES REGULARISATION DE PASSIF			
COMPTES D'ATTENTE		6 040 385	
SOUS TOTAL		6 204 330 223	6 204 330 223
BANQUES AVANCES RECUES A MOINS DE 1 AN		152 197 357	
TOTAL		6 356 527 580	6 356 527 580
RESULTAT NET A AFFECTER(BENEF.OU PERTE)		2 707 787 177	2 707 787 177
TOTAL GENERAL		21 516 329 428	21 516 329 428

Annexe 2 :

SOSUMO SM
COMPTE D'EXPLOITATION AU 31 MAI 2013

	NOTES	31-mai 2013 FBU	31-mai 2012 FBU
PRODUITS D'EXPLOITATION		21 561 468 463	17 988 659 249
Ventes sucre, mélasse & divers	12	18 856 841 541	15 702 001 175
Autres produits d'exploitation	13	3 133 685 796	2 890 865 654
Variation stocks sucre	14	829 820 250	-808 590 200
Travaux faits / entreprise /elle-même	15	400 761 376	204 362 620
CHARGES D'EXPLOITATION		17 644 856 878	14 030 922 930
Matières et fournitures	15	7 697 244 710	6 319 804 528
Transport du personnel	16		
Services extérieurs	17	2 479 011 077	1 869 567 593
Charges et pertes diverses	18	449 843 479	258 157 115
Frais du personnel	19	5 981 630 275	4 735 464 403
Impôts et taxes	20	7 056 296	1 981 000
Dotation aux amortissements	21	775 311 823	799 134 957
Dotation aux provisions	22	254 759 218	46 813 334
RESULTAT D'EXPLOITATION		3 916 611 585	3 957 636 319
RESULTAT HORS EXPLOITATION		-4 001 264	-112 755 022
RESULTAT AVANT IMPOTS		3 916 611 585	3 844 881 297
IMPOTS SUR LES BENEFICES/CHIFFRE D'AFFAIRE SOLIDARITE NATIONALE	23	1 208 824 408	1 357 299 650
SOLDE DE L'EXERCICE	FBU	2 707 787 177	2 487 581 647

SOSUMO SM

Annexe 3:

TABLEAU II BILAN AU 31 MAI 2014 (situation patrimoniale)

ACTIF	BRUT	AMOR et PROV	NETS	TOT. PARTIEL
FRAIS ET VALEURS INCORP IMMOBILIERS				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	434 833 188		434 833 188	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
TERRAINS	302 250 213		302 250 213	
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	20 275 699 722	16 277 628 994	3 998 070 728	
AUTRES IMMOBILISATIONS EN COURS				
AUTRES VALEURS IMMOBILISEES				
AUTRES IMMOLISATIONS EN COURS	960 889 254		960 889 254	
AVANCES ACOMPTE IMMOB EN COURS	1 742 300		1 742 300	
PRETS & AUTRES CREANCES L & M TERME				
TITRES (AUTRES QUE C T)				
TOTAUX	21 975 434 677	16 277 628 994	5 697 785 683	5 697 785 683
VALEURS D'EXPLOITATION				
MATIERES ET FOURNITURES	10 793 073 747	1 544 892 238	9 248 181 509	
EMBALLAGES COMMERCIAUX	21 307 046		21 307 046	
PRODUITS FINIS	2 190 556 800		2 190 556 800	
PRODUITS RECEPTIONNES	354 571 800		354 571 800	
TOTAUX	13 359 509 393	1 544 892 238	11 814 617 155	11 814 617 155
FOURNISSEURS AVANCES ET ACOMPTE VERSE	107 072 001	84 596 136	22 475 865	
CLIENTS	153 494 455		153 494 455	
ASSOCIES				
SOCIETES APPARENTEES				
AUTRES DEBITEURS				
PESONNEL	52 188 146		52 188 146	
COMPTES ETAT	634 276 800		634 276 800	
I.N.S.S				
DEBITEURS DIVERS	27 783 727	4 808 911	22 974 816	
COMPTE D'ATTENTE	156 179 788		156 179 788	
SOUS TOTAUX	1 130 994 917	89 405 047	1 041 589 870	1 041 589 870
CHEQUES ET COUPONS A ENCAISSER	66 001 550		66 001 550	
CAISSE	14 711 439		14 711 439	
BANQUES CHEQUES POSTAUX	5 510 983 718	45 100 405	5 465 883 312	
VIREMENTS DE FONDS				
SOUS TOTAUX	5 591 696 707	45 100 405	5 546 596 301	5 546 596 301
TOTAL GENERAL	42 057 615 694	17 957 026 685	24 100 589 009	24 100 589 009

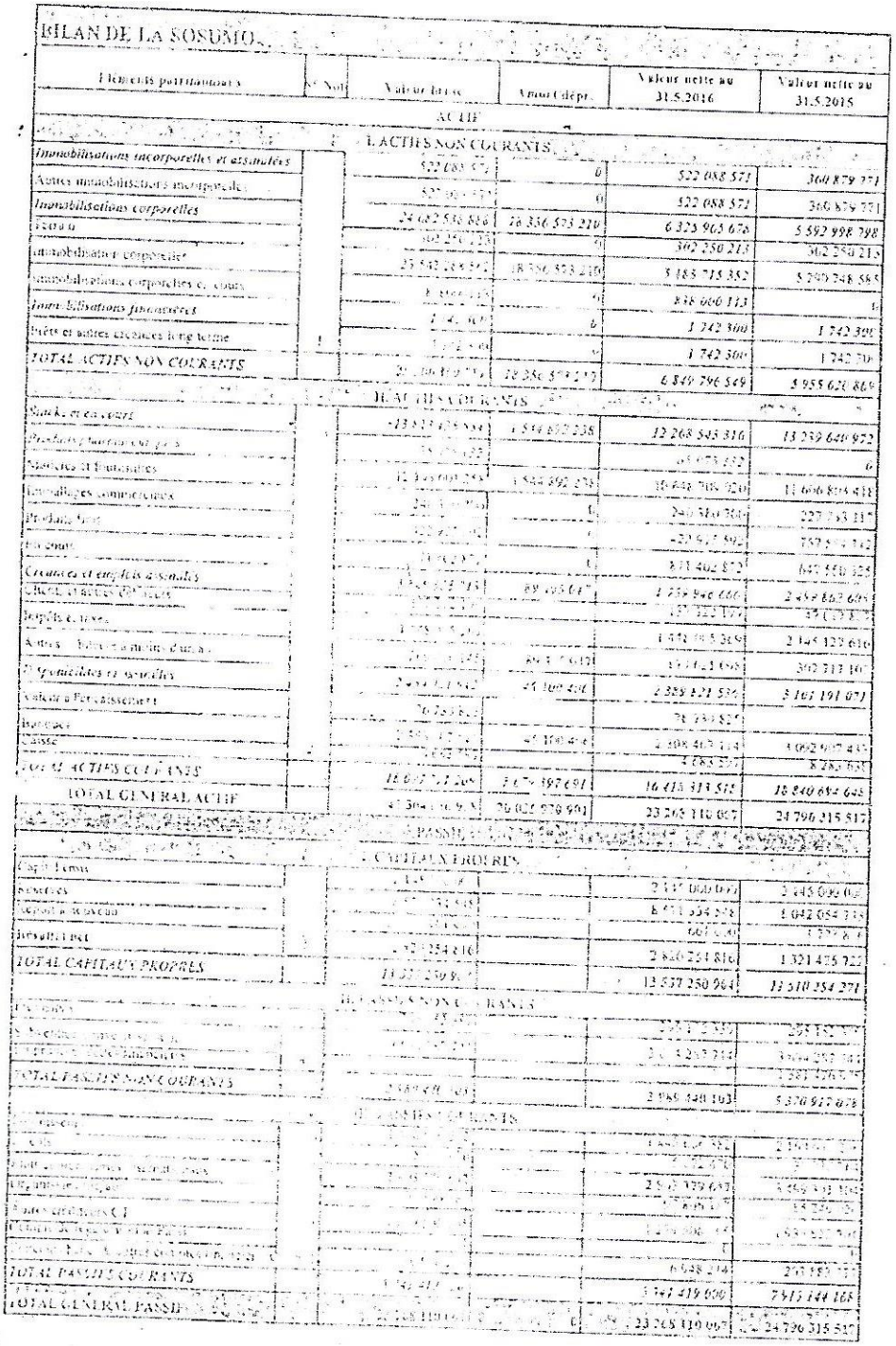
PASSIF	MONTANT NETS	TOTAUX
CAPITAL SOCIAL	2 145 000 000	
PRIME D'EMISSION		
RESERVES LEGALES	221 000 000	
RESERVES D'INVESTISSEMENT	6 442 012 629	
REPORT A NOUVEAU	1 762 231	
TOTAL SITUATION NETTE(AV.RESULT PERIODE)	8 809 784 860	8 809 784 860
SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	2 940 270 498	
SUBVENTION DE L'ETAT	714 017 258	
PROVISIONS POUR RISQUES	295 152 359	
PROVISION POUR LITIGE	396 104 204	
TOTAL	4 345 544 307	4 345 544 307
FOURNISSEURS	1 306 905 591	
CLIENTS AV.ET ACPTES RECUS	100 000	
ETAT ET ORGANISMES NATIONAUX & INTERNAT	3 683 100 554	
ASSOCIES&SOCIETES APPERENTES	301 697 847	
AUTRES CREANCIERS		
42 *PERSONNEL*	1 581 649 902	
45 *I.N.S.S.et PENSION COMPL*	81 659 772	
46 *CREDITEURS DIVERS*	448 698 639	
COMPTES REGULARISATION DE PASSIF		
COMPTES D'ATTENTE	5 249 001	
SOUS TOTAL	7 409 261 106	7 409 261 106
BANQUES AVANCES RECUES A MOINS DE 1 AN	50 150 707	
TOTAL	7 459 411 813	7 459 411 813
RESULTAT NET A AFFECTER(BENEF OU PERTE)	3 445 848 029	3 445 848 029
TOTAL GENERAL	24 100 589 009	24 100 589 009

Annexe 4 :

SOSUMO SM
COMPTE D'EXPLOITATION AU 31 MAI 2014

	NOTES	31-mai 2014 FBU	31-mai 2013 FBU
PRODUITS D'EXPLOITATION		25 506 493 309	22 151 656 593
Ventes sucre, mélasse & divers	12	20 293 397 793	18 856 841 541
Autres produits d'exploitation	13	2 939 359 218	3 583 200 663
Variation stocks sucre	14	2 082 663 655	777 737 505
Travaux faits / entreprise /elle-fnême	15	191 072 643	489 351 894
CHARGES D'EXPLOITATION		21 638 216 955	17 652 845 590
Matières et fournitures	15	7 905 547 672	7 666 989 185
Transport du personnel	16		
Services extérieurs	17	1 935 517 691	2 490 179 737
Charges et pertes diverses	18	479 888 271	477 666 224
Frais du personnel	19	7 899 822 148	5 981 709 212
Impôts et taxes	20	16 624 570	6 392 597
Dotation aux amortissements	21	1 546 776 859	775 149 437
Dotation aux provisions	22	1 854 039 744	254 759 218
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		5 261 006 577	4 005 457 845
RESULTAT HORS EXPLOITATION		6 221 083	4 001 264
RESULTAT AVANT IMPOTS		5 267 227 660	4 009 459 109
IMPOTS SUR LES BENEFICES/CHIFFRE D'AFFAIRE SOLIDARITE NATIONALE	23	1 821 379 631	1 456 468 933
SOLDE DE L'EXERCICE	FBU	3 445 848 029	2 552 990 176

Annexe 5 :



BILAN DE LA SOSUMO

Eléments patrimoniaux	N° Not	Valeur brute	Amort Dépr.	Valeur nette au 31.5.2016	Valeur nette au 31.5.2015
ACTIF					
ACTIFS NON COURANTS					
Immobilisations incorporelles et assimilées		522 088 571	0	522 088 571	360 879 771
Autres immobilisations incorporelle		522 088 571	0	522 088 571	360 879 771
Immobilisations corporelles		24 662 536 886	18 336 573 210	6 325 963 676	5 592 998 798
Terrain		362 250 213	0	362 250 213	362 250 213
Immobilisation corporelle		23 823 286 673	18 336 573 210	5 486 713 463	5 230 748 585
Immobilisations Corporelles en cours		838 666 113	0	838 666 113	1
Immobilisations financières		1 742 300	0	1 742 300	1 742 300
Prêts et autres créances lig hotelle		1 742 300	0	1 742 300	1 742 300
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		25 186 367 757	18 336 573 210	6 849 796 549	5 955 620 869
ACTIFS COURANTS					
Stocks et encours		13 813 434 554	1 544 617 238	12 268 505 316	13 239 640 972
Produits finis en cours		54 [illegible]	[illegible]	[illegible]	6
Matières et fournitures		12 [illegible]	1 544 892 578	10 448 [illegible]	11 666 [illegible]
Emballages commerciaux		240 [illegible]	0	240 [illegible]	227 [illegible]
Produits finis		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
En cours		[illegible]	0	831 402 852	649 550 325
Créances et emplois assimilés		[illegible]	89 [illegible]	[illegible]	[illegible]
Clients et autres [illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Impôts courants		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Autres [illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Trésorerie et assimilés		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Valeurs à l'encaissement		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Banques		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Caisse		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
TOTAL ACTIFS COURANTS		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
TOTAL GENERAL ACTIF		[illegible]	36 [illegible]	23 265 310 067	24 796 315 517
PASSIF					
CAPITAUX PROPRES					
Capital [illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Réserves		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Capital [illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Résultat net		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
TOTAL CAPITAUX PROPRES		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
PASSIFS NON COURANTS					
[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
TOTAL PASSIFS COURANTS		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
TOTAL GENERAL PASSIF		[illegible]	[illegible]	23 265 310 067	24 796 315 517

Annexe 6 :

COMPTE DE RESULTAT -EXERCICE 2015-2016			
Libellé	N° Note	Année 2015-2016	Année 2014-2015
Chiffre d'affaires		22 356 221 795	21 219 263 034
Variation de stocks produits finis et en cours		-231 394 816	-1 331 739 680
Production immobilisée		68 015 688	0
Subvention d'exploitation et autres produits	3	0	0
I. PRODUCTION DE L'EXERCICE		22 192 842 867	19 887 523 354
Achats consommés		78 703 644	77 215 795
Services extérieurs et autres consommations	4	10 749 887 634	10 607 056 871
II. CONSOMMATION DE L'EXERCICE		10 827 591 278	10 684 272 666
III. VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION		11 365 251 589	9 003 250 688
Charges de personnel		8 852 584 242	8 467 470 514
Impôts, taxes et versements assimilés	5	10 614 491	19 225 847
IV. EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		2 502 052 256	516 556 327
Autres produits opérationnels		2 971 250 301	2 587 911 100
Autres charges opérationnelles		172 103 161	314 438 032
Dotations aux amortissements		1 229 406 797	1 027 362 347
Reprises sur pertes de valeur et provisions	6	1 119 815 087	396 104 204
V. RESULTAT OPERATIONNEL		4 191 616 686	2 158 765 252
Charges financières	7	343 574 585	351 110 407
VI. RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOT		3 848 042 101	1 807 654 845
Impôt exigible sur les résultats ordinaires		1 027 787 285	486 179 123
Impôt différé sur résultats ordinaires	8	0	0
VII. RESULTAT DE L'EXERCICE		2 820 254 816	1 321 475 722

Annexe 7 :

BILAN

Eléments patrimoniaux	N° Note	Valeur brute	Amort/dépr.	Valeur nette au 31.5.2015	Valeur nette au 31.5.2014
ACTIF					
I. ACTIFS NON COURANTS					
Immobilisations incorporelles et assimilés		*360 879 771*	*0*	*360 879 771*	*434 833 188*
Autres immobilisations incorporelles		360 879 771	0	360 879 771	434 833 188
Immobilisations corporelles		*22 778 175 052*	*17 185 176 254*	*5 592 998 798*	*5 261 210 195*
Terrain	1	302 250 213	0	302 250 213	302 250 213
Immobilisation corporelles		22 475 624 839	17 185 176 254	5 290 448 585	4 958 959 982
Immobilisations corporelles en cours		0	0		0
Immobilisations financières		*1 742 300*	*0*	*1 742 300*	*1 742 300*
Prêts et autres créances long terme		1 742 300	0	1 742 300	1 742 300
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		*23 140 797 123*	*17 185 176 254*	*5 955 620 869*	*5 697 785 683*
II. ACTIFS COURANTS					
Stocks et en cours		*14 904 348 297*	*1 664 707 325*	*13 239 640 972*	*11 814 617 155*
Matières et fournitures		13 221 530 743	1 664 707 325	11 556 823 418	9 248 181 509
Emballages commerciaux		227 733 117	0	227 733 117	21 307 646
Produits finis		757 554 112	0	757 554 112	2 190 556 800
En cours		647 550 325	0	647 550 325	354 571 800
Créances et emplois assimilés		*2 589 267 652*		*2 499 862 695*	*1 641 589 870*
Clients	2	47 617 887		47 617 887	153 464 455
Impôts et taxes		2 145 127 416		2 145 127 416	634 276 806
Autres débiteurs à moins d'un an		367 122 349	89 404 947	307 717 102	253 848 615
Disponibilités et assimilés		*3 146 261 477*	*45 100 405*	*3 101 191 071*	*5 546 596 301*
Banques		3 136 997 839	45 100 405	3 092 967 433	5 531 884 862
Caisse		8 283 638		8 283 638	14 711 439
TOTAL ACTIFS COURANTS		*20 639 907 426*	*1 799 212 778*	*18 840 694 648*	*18 402 803 326*
TOTAL GENERAL ACTIF		43 780 704 549	18 984 389 032	24 796 315 517	24 100 589 009
PASSIF					
I. CAPITAUX PROPRES					
Capital émis		2 145 680 000		2 145 680 000	2 145 680 000
Primes liées au capital social		0		0	0
Associés, capital souscrit non libéré		0		0	0
Réserves	3	8 042 054 733		8 042 054 733	6 663 092 629
Report à nouveau		1 723 816		1 723 816	1 782 231
Résultat net		1 321 475 722		1 321 475 722	3 445 848 029
TOTAL CAPITAUX PROPRES		*11 510 254 271*		*11 510 254 271*	*12 255 632 889*
II. PASSIFS NON COURANTS					
Provisions		295 152 359		295 152 359	691 256 563
Subventions d'investissement	4	3 694 287 744		3 691 287 744	3 674 287 744
Emprunts et dettes financières		1 381 476 975		1 381 476 975	0
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		*5 370 917 078*		*5 370 917 078*	*4 365 544 307*
III. PASSIFS COURANTS					
Fournisseurs		2 369 638 296		2 369 638 296	1 536 905 591
Clients		30 238 264		30 238 264	100 000
Etats et organismes internationaux		3 499 361 164		3 499 361 164	2 683 300 554
Organismes sociaux	5	85 249 026		85 249 026	81 659 272
Autres créditeurs CT		1 935 823 703		1 935 823 703	2 357 445 185
Compte de régularisation Passif		0		0	1
Concours bancaires & autres comptes financiers CT		203 883 777		203 883 777	50 150 707
TOTAL PASSIFS COURANTS		*7 915 144 168*		*7 915 144 168*	*7 459 411 813*
TOTAL GENERAL PASSIF		24 796 315 517	0	24 796 315 517	24 100 589 009

Annexe 8 :

COMPTE DE RESULTAT -EXERCICE 2014-2015			
Libellé	N° Note	Année 2014-2015	Année 2013-2014
Chiffre d'affaires	1	21 219 263 034	20 362 256 565
Variation de stocks produits finis et en cours		-1 331 739 680	2 082 663 655
Production immobilisée		0	191 072 643
Subvention d'exploitation et autres produits		0	0
I. PRODICTION DE L'EXERCICE		19 887 523 354	22 635 992 863
Achats consommés	2	77 215 795	62 637 689
Services extérieurs et autres consommations		10 807 056 871	9 841 065 363
II. CONSOMMATION DE L'EXERCICE		10 884 272 666	9 903 703 052
III. VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION		9 003 250 688	12 732 289 811
Charges de personnel	3	8 467 470 514	7 899 822 148
Impôts, taxes et versements assimilés		19 229 847	16 624 570
IV. EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		516 550 327	4 815 843 093
Autres produits opérationnels	4	2 587 911 100	2 939 359 218
Autres charges opérationnels		314 438 032	479 888 271
Dotations aux amortissements		1 792 244 727	1 942 881 063
Reprises sur pertes de valeur et provisions		1 160 986 584	254 759 218
V. RESULTAT OPERATIONNEL		2 158 765 252	5 587 192 195
Charges financières	5	351 110 407	319 964 535
VI. RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOT		1 807 654 845	5 267 227 660
Impôts exigibles sur résultats ordinaires (30%)	6	*486 179 123*	1 821 379 631
Impôts différés sur résultats ordinaires		0	0
VII. RESULTAT DE L'EXERCICE		1 321 475 722	3 445 848 029

Annexe 9 :

BILAN DE LA SOSUMO

Eléments patrimoniaux	N° Not	Valeur brute	Amort dépr.	Valeur nette au 31.5.2017	Valeur nette au 31.5.2016
ACTIF					
I. ACTIFS NON COURANTS					
Immobilisations incorporelles et assimilées		*473 588 974*	*0*	*473 588 974*	*522 088 571*
Autres immobilisations incorporelles		473 588 974	0	*473 588 974*	522 088 571
Immobilisations corporelles		*26 540 764 684*	*19 645 721 230*	*6 895 043 454*	*6 325 965 678*
Terrain		302 250 213	0	*302 250 213*	302 250 213
Immobilisations corporelles		25 282 306 638	19 645 721 230	*5 636 585 408*	5 185 715 352
Immobilisations corporelles en cours		956 207 833	0	*956 207 833*	838060113
Immobilisations financières		*1 742 300*	*0*	*1 742 300*	*1 742 300*
Prêts et autres créances long terme	1	1 742 300	0	*1 742 300*	1 742 300
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		*27 016 095 958*	*19 645 721 230*	*7 370 374 728*	*6 849 796 549*
II. ACTIFS COURANTS					
Stocks et en cours		*18 173 157 747*	*1 544 892 238*	*16 628 265 509*	*12 268 543 316*
Produits pharmaceutiques		*77 190 668*		*77 190 668*	*85 075 132*
Sucre importé		*4 300 064 225*		*4 300 064 225*	
Matières et fournitures		11 841 233 542	1 544 892 238	10 296 341 364	10 648 769 020
Emballages commerciaux		231 727 002	0	231 727 002	240 380 700
Produits finis		1 052 393 109	0	1 052 393 109	422 975 592
En cours		670 549 181	0	670 549 181	871 402 872
Créances et emplois assimilés		*1 576 895 378*	*89 405 047*	*1 487 490 331*	*1 759 948 666*
Clients et autres débiteurs		115 845 071		115 845 071	132 322 199
Impôts et taxes		244 928 342		244 926 342	1 448 095 369
Autres débiteurs à moins d'un an		1 216 123 959	89 405 047	1 126 718 912	179 621 098
Disponibilités et assimilés		*5 933 410 945*	*45 100 406*	*5 888 310 539*	*2 389 821 536*
Valeur à l'encaissement		276 633 349		276 633 349	76 730 825
Banques		5 651 149 864	45 100 406	5 606 049 458	2 308 407 114
Caisse	2	5 627 732		5 627 732	4 685 597
TOTAL ACTIFS COURANTS		*25 683 464 070*	*1 679 397 691*	*24 004 066 379*	*16 418 313 518*
TOTAL GENERAL ACTIF		52 699 560 028	21 325 118 921	31 374 441 107	23 268 110 067
PASSIF					
I. CAPITAUX PROPRES					
Capital émis		2 145 000 000		2 145 000 000	2 145 000 000
Réserves		11 391 589 364		11 391 589 364	8 571 334 548
Report à nouveau		(661 660)		661 660	661 660
Résultat net	3	7 385 475 319		7 385 475 319	2 820 254 816
TOTAL CAPITAUX PROPRES		*20 922 726 283*		*20 922 726 283*	*13 537 250 964*
II. PASSIFS NON COURANTS					
Provisions		295 152 359		295 152 359	295 152 359
Subvention d'investissement		3 694 287 744		3 694 287 744	3 694 287 744
Emprunts et dettes financières	4			0	0
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		*3 989 440 103*		*3 989 440 103*	*3 989 440 103*
III. PASSIFS COURANTS					
Fournisseurs		2 039 038 729		2 039 038 729	1 448 606 382
Clients		18 984 863		18 984 863	5 172 470
Etats et organismes internationaux		2 785 659 521		2 785 659 521	2 903 379 647
Organismes sociaux		88 240 661		88 240 661	97 806 182
Autres créditeurs CT		1 367 257 377		1 369 257 377	1 279 506 105
Compte de régularisation Passif		0		0	0
Concours bancaires & autres comptes financiers	5	170 093 570		170 093 570	6 945 214
TOTAL PASSIFS COURANTS		*6 463 274 721*		*6 463 274 721*	*5 741 419 000*
TOTAL GENERAL PASSIF		31 374 441 107		31 374 441 107	23 268 110 067

Annexe 10 :

COMPTE DE RESULTAT -EXERCICE 2016-2017			
Libellé	N° Note	Année 2016-2017	Année 2015-2016
Chiffre d'affaires		33 500 394 621	22 356 221 795
Variation de stocks produits finis et en cours		723 300 051	-231 394 816
Production immobilisée			68 015 888
Subvention d'exploitation et autres produits	1	0	0
I. PRODUCTION DE L'EXERCICE		34 223 694 672	22 192 842 867
Achats consommés		6 370 579 072	78 703 644
Services extérieurs et autres consommations	2	10 885 918 641	10 748 887 634
II. CONSOMMATION DE L'EXERCICE		17 256 497 713	10 827 591 278
III. VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION		16 967 196 959	11 365 251 589
Charges de personnel		7 608 782 046	8 852 584 342
Impôts, taxes et versements assimilés	3	10 497 700	10 614 991
IV. EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		9 347 917 213	2 502 052 256
Autres produits opérationnels		2 628 549 662	2 971 259 301
Autres charges opérationnels		83 672 126	172 103 161
Dotations aux amortissements		1 341 769 017	1 229 406 797
Reprises sur pertes de valeur et provisions	4	0	119 815 087
V. RESULTAT OPERATIONNEL		10 551 025 732	4 191 616 686
Charges financières	5	346 704	143 574 585
VI. RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOT		10 550 679 028	4 048 042 101
Impôt exigible sur résultats ordinaires (30%)		3 165 203 709	1 227 787 285
Impôt différés sur résultatsordinaires	6	0	0
VII. RESULTAT DE L'EXERCICE		7 385 475 319	2 820 254 816